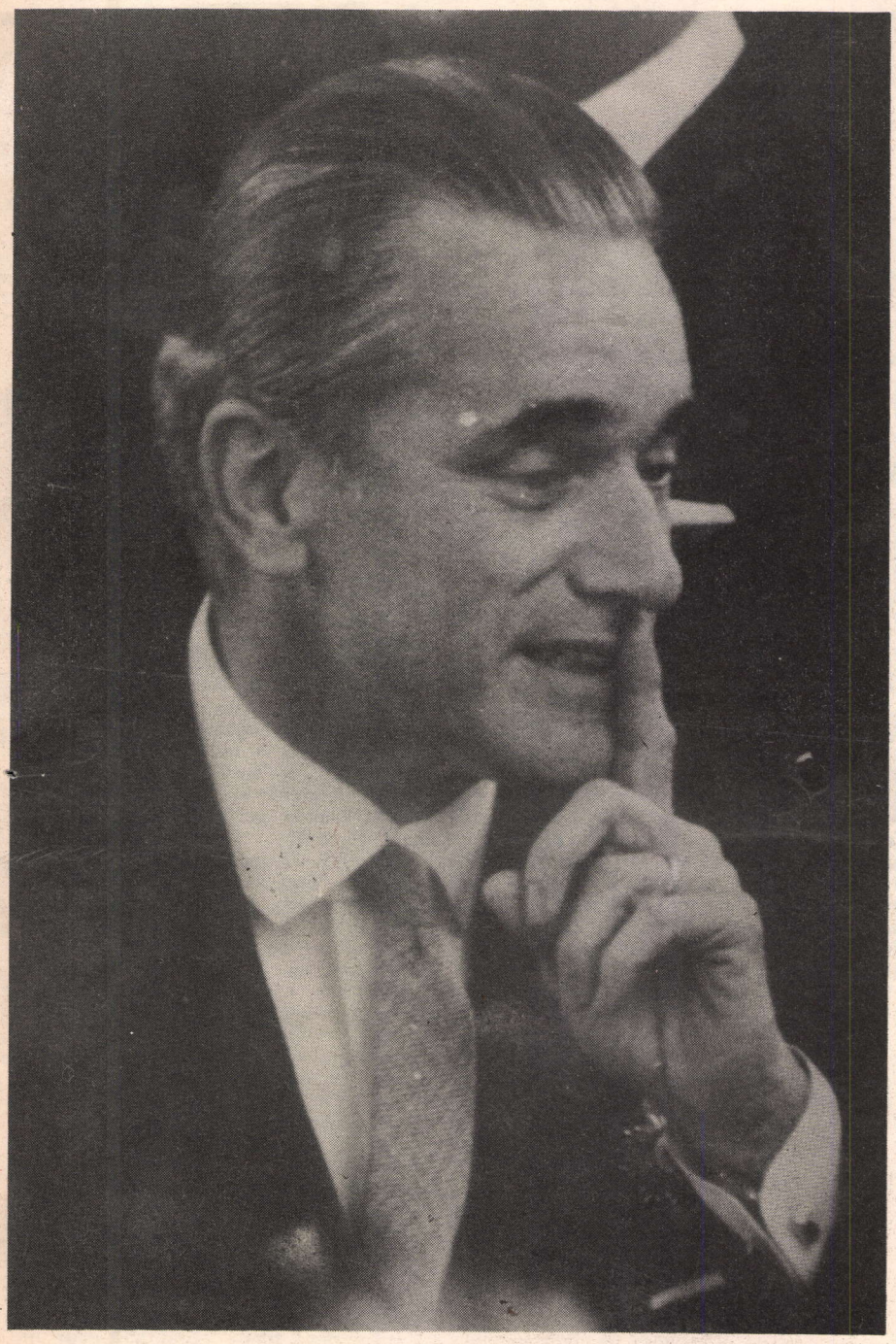
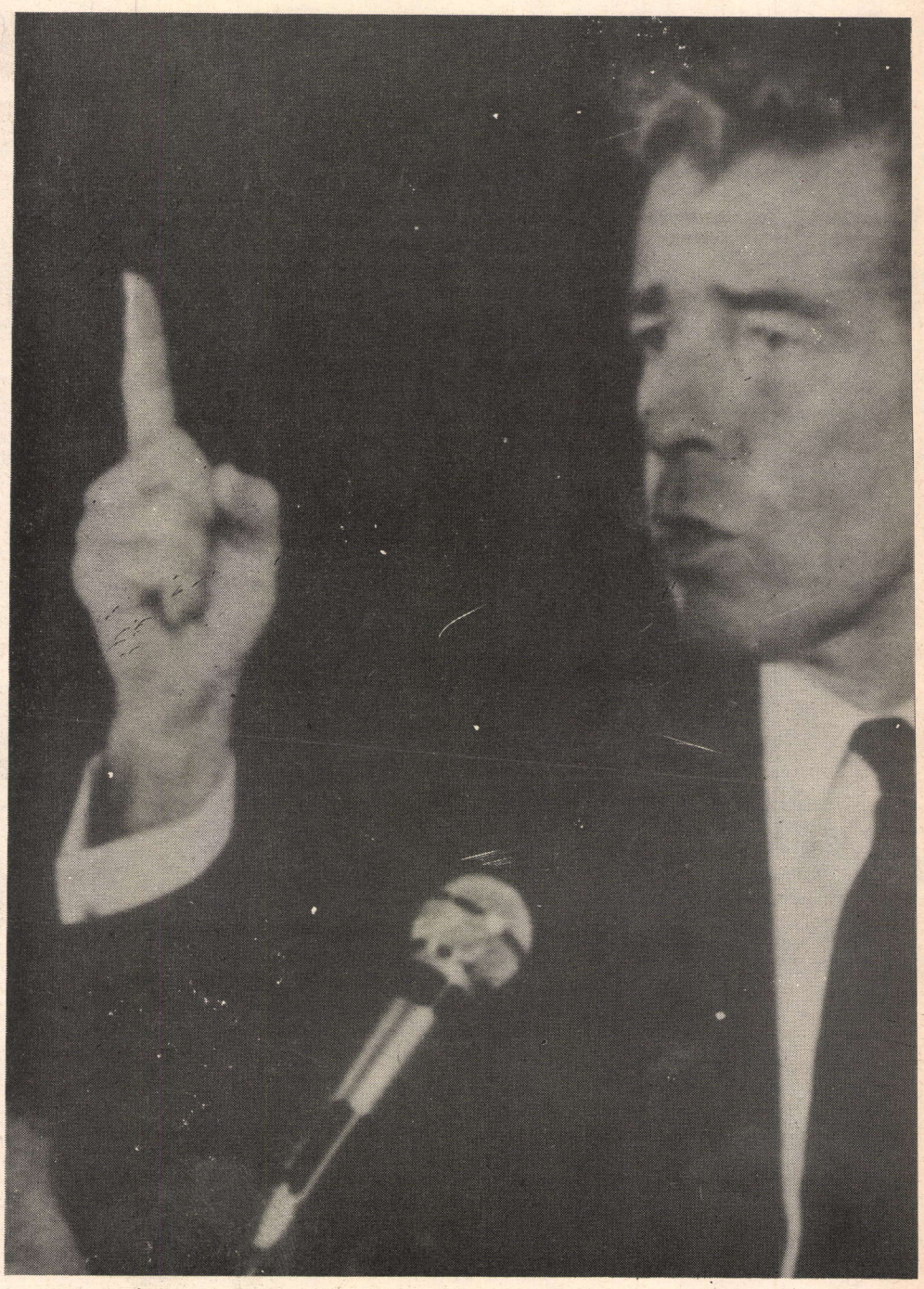
lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 105 — SEMAINE DU 1er AU 7 SEPTEMBRE 1970 — PRIX : 2 F

LA FARCE BORDELAISE





En bref

J'IRAI CRACHER SUR VOS TOMBES

Un soldat noir au Vietnam lisant l'inscription suivante du F.L.N. : « Vous êtes en train de commettre au Sud Vietnam les mêmes crimes ignobles que la clique du Ku Klux Klan perpétue chez vous contre vos familles. »

Le directeur du cimetière Fort Pierce en Floride a refusé l'inhumation d'un soldat tué au Vietnam. Motif : le soldat était noir, son cimetière réservé aux blancs. En toute logique, les réactionnaires blancs de son espèce devraient réclamer que l'on interdise aussi aux noirs d'aller se battre au Vietnam pour défendre les couleurs du drapeau américain.

Le juge fédéral du district de Miami est intervenu pour faire revenir le directeur du cimetière sur sa décision. Ce dernier y aura gagné d'être parmi ceux qui, comme le disait Malcom X, « fabriquent des extrêmistes par milliers ».

O SALTO

Le 25 juillet, le gouvernement portugais a promulgué une loi permettant à tous les émigrés portugais résidant en France illégalement, c'est-à-dire sans passeport, de régulariser leur situation.

Moyennant 100 F, payés sous forme d'amende, ils peuvent désormais obtenir au Consulat Général de leur pays un passeport légal établi pour une durée de cinq ans.

On comprend que ces nouvelles mesures du gouvernement Caetano aient fait allonger les files d'attente, déjà longues, des ressortissants portugais dans les bureaux du Consulat. Et comme la plus grande partie des Portugais résidant en France ont passé la frontière illégalement, les files d'attente ont bientôt débordé les locaux, envahit la rue.

Aujourd'hui, plusieurs centaines de Portugais campent toute la nuit devant les portes closes du Consulat, pour être sûrs d'arriver jusqu'aux bureaux le lendemain.

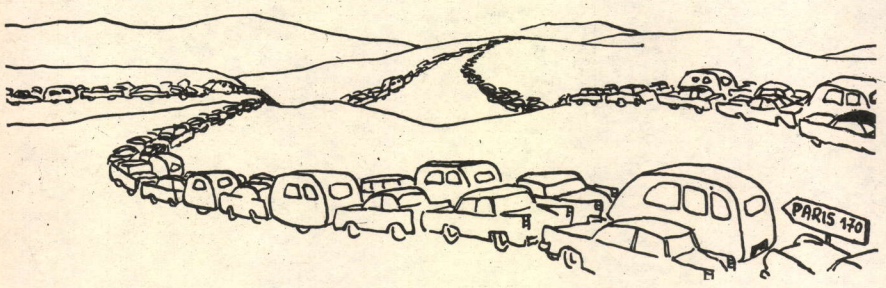
Et ce sont ces longues files de travailleurs qui gênent les habitants de la rue E.-Fournier... dans le XVI^e^ arrondissement. Exaspérée, une actrice aurait même versé un seau d'eau sur ceux qui parlaient trop fort.

Mais qui de ces misérables travailleurs portugais attendant dans le froid et la fatigue pendant la nuit entière, (le plus souvent avec leur femme et leurs enfants) de pouvoir vivre enfin sans se cacher, ou de ces habitants du XVI^e^ sont les plus à plaindre ?

Le gouvernement, lui, a tranché. Désormais, un second Consulat s'ouvrira... à Nogent-sur-Marne (94).

Comme cela, avant la nuit passée à attendre, les émigrés portugais auront le plaisir de se rendre en grande banlieu, avec les difficultés que cela comporte pour un étranger ne connaissant pas la langue et ayant peu d'argent.

Mais le principal n'est-ce pas que les rues du XVI^e^ conservent leur calme résidentiel ?



.....L'ÉTALEMENT DES VACANCES A L'ORDRE DU JOUR.....

UNE MESURE ENERGIQUE

Le gouvernement indien vient d'expulser le correspondant de la BBC (l'ORTF britannique) de son territoire. Cette mesure a été prise pour exprimer « le déplaisir » et « le mécontentement » du gouvernement de New-Delhi à la suite de la diffusion par la télévision anglaise d'un extrait du film du cinéaste français Louis Malle, qui montrait la misère qui règne à Calcutta.

Comme on peut le constater, les autorités indiennes ont décidé d'entamer une lutte résolue contre la misère. A défaut de la faire disparaître des villes et des campagne de leur pays, elles s'efforcent de la faire disparaître des... écrans de télévision anglais. Dans cette voie nous lui suggérons une mesure bien plus radicale encore : qu'elles décident de supprimer du vocabulaire le mot misère, afin qu'on ne puisse plus en parler.

Mais alors, si elles veulent éviter tout « déplaisir », qu'elles décident en même temps de supprimer le mot hypocrisie.

LES CHEMINS TORTUEUX DU PARADIS

L'Inde exportait déjà des cheveux pour les perruques et des cadavres (destinés à la médecine). Elle exporte maintenant des « religieuses ».

Beau scandale que celui révélé par l'hebdomadaire londonien le « Sunday Times » ! Ce sont 1.200 jeunes Indiennes qui auraient été « importées » en France, Italie, Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne et U.S.A., pour renflouer quelque peu les congrégations religieuses en mal de vocations. Le trafiquant, prêtre lui-même, livrait en échange de 3.000 NF ou 4.400 NF, de jeunes paysannes de la province du Kerala aux couvents nord-américains ou européens qui lui passaient commande.

En faisant miroiter aux jeunes Indiennes une vie religieuse à l'abri du besoin, la possibilité d'une formation professionnelle moderne, on leur fournissait le moyen de fuir la misère et le dénuement qui sont les lots quotidiens de la population du pays. Mais une fois vendues aux différents couvents, elles étaient destinées à remplir toutes les basses besognes des communautés religieuses.

Aujourd'hui qu'un tel trafic, exploitant la pauvreté et l'ignorance, vient d'être découvert, nous ne serions guère surpris si le Vatican comme le gouvernement indien, qui ont tous deux ouvert une enquête, n'étouffaient l'affaire en douceur.

UN REGIME MALADE

A Moscou, une étudiante de vingt ans, Olga Yoffé, arrêtée en décembre 1969 parce qu'elle portait des tracts dénonçant le retour au stalinisme, vient d'être jugée et condamnée à la détention illimitée dans un hôpital psychiatrique.

Les hôpitaux psychiatriques font en effet partie du nouvel arsenal répressif que s'est donné la bureaucratie soviétique, et le cas de cette jeune étudiante n'est pas le premier : témoin l'ex-général soviétique Grigorenko qui fut interné pour la deuxième fois, le 3 mars 1970, parce que lui aussi contestait le régime.

Si la méthode de l'internement paraît moins sanglante et moins ouvertement brutale que celle des camps de travail ou du coup de revolver dans la nuque, elle n'en est pas moins efficace puisque Grigorenko, dans son journal, affirme que son seul but est de transformer « en irresponsables dangereux pour la société, les innocents et les sains d'esprit qui ont eu le malheur de déplaire au K.G.B. » (Comité de sécurité).

Le capiton des asiles, qui ne suppriment d'ailleurs pas pour autant les anciennes prisons de l'époque de Staline, permet sans doute de mieux étouffer les voix des contestataires et d'éviter la propagation de leurs idées.

Pourtant les opposants au régime bureaucratique en URSS sont actuellement peu nombreux, une poignée d'intellectuels isolés qui contestent à leur façon un régime qui ne leur laisse pas écrire ce qu'ils veulent, comme ils le veulent.

Mais même ces quelques voix, les bureaucrates ne peuvent les laisser parler, ils redoutent l'écho favorable qu'elles ne manqueraient pas de rencontrer dans le peuple soviétique, mais ils redoutent bien plus encore de donner à tout un chacun le goût et l'habitude de dire bien haut ce qu'il pense.

Voilà pourquoi les Brejnev et Cie tentent de faire passer pour fous ceux gui s'élèvent contre le système bureaucratique.

Mais c'est à de tels fous, même s'ils sont encore peu nombreux, que l'avenir appartient.

ENTRE DEUX MAUX, IL FAUT SAVOIR CHOISIR LE MOINDRE

Nous sommes tous les jours les témoins de l'incapacité de l'Etat à remplir les tâches dont il a la charge. Que ce soit dans les hôpitaux, dans les transports en commun, sur les routes, dans les domaines du logement, des équipements sociaux et culturels, ou de l'Education nationale. Partout où la population a besoin de lui, l'Etat démontre son incurie, car son budget — les impôts qu'il ramasse principalement sur le dos des travailleurs — sert en grande partie à subventionner les grandes sociétés capitalistes par le biais de la force de frappe, des achats d'armes, etc...

Mais il est caractéristique de voir que même dans le cadre de cette pénurie générale, l'Etat définit ses priorités en fonction des intérêts capitalistes qu'il représente et non dans le sens du bien-être de la population.

Ainsi pour 1971, le ministère de l'Equipement et du Logement projette d'augmenter de 25 % les crédits consacrés aux routes, à l'aménagement portuaire, et de maintenir au même niveau, malgré la hausse des prix, ceux consacrés au logement.

En 1971, si les prévisions sont respectées, l'Etat aidera à la construction de 344.000 logements, comme en 1970, mais moins qu'en 1969, et dont seulement moins de la moitié d'HLM et de PLR (programme à loyer réduit).

En tenant compte des logements privés, un peu plus de 400.000 logements seront théoriquement construits l'an prochain alors que le VI^e^ plan gouvernemental lui-même en réclame plus de 500.000 !

Ce choix du ministère en faveur des routes et des ports et au détriment des logements ne peut se comprendre que par son souci de satisfaire en priorité les besoins des industriels, pour qui la mise en place et l'amélioration de l'infrastructure routière et portuaire qu'ils utilisent est autrement importante que la construction de logements pour les travailleurs.

Entre deux maux, l'Etat sait toujours choisir le moindre... pour les capitalistes qu'il représente.

Editorial

LA FARCE BORDELAISE

JUSQU'A la dernière minute, dans le cirque électoral de Bordeaux, le clown aura été roi. Sous le chapiteau de la deuxième circonscription, devant des spectateurs partagés entre la stupéfaction et l'hilarité, s'est déroulé un fiévreux chassé-croisé des candidats à l'investiture, sans qu'on puisse trouver un quelconque fil d'Ariane permettant de s'y retrouver dans le dédale des déclarations, des communiqués de presse, des conférences.

Mais le clou du spectacle, sans conteste, a été fourni par J.-J. S.-S. qui annonçait sa candidature en expliquant gravement que « ses » candidats, qui un P.D.G., qui un gros actionnaire, n'avaient pas obtenu de leur conseil d'administration la permission de se présenter et que, puisqu'il fallait une personnalité de premier plan, aux qualités sortant de l'ordinaire, une seule solution subsistait : se présenter en personne. Merci, J.-J. S.-S., de ridiculiser ainsi le parlementarisme bourgeois et d'éclairer d'une lumière crue l'agitation des saltimbanques qui « dirigent » les institutions. Merci de ne pas avoir oublié de rester dans l'axe du projecteur !

Mais le tableau des manœuvres d'appareils, dont certaines ne sont pas sans évoquer les tribulations du baron Bich, le spectacle de l'agitation fiévreuse des politicards professionnels, qui donne toute sa saveur à la vie politique dans les démocraties bourgeoises, ne peuvent faire oublier l'essentiel, à savoir : les motivations politiques de Jean-Jacques Servan-Schreiber.

L'ex-secrétaire général du parti radical n'a pas encore réussi, beaucoup s'en faut, son « rassemblement des réformateurs ». La candidature commune des formations de l'ex-Fédération et d'une partie des centristes qui, sous sa houlette, devait être opposée à Chaban-Delmas n'est pas sortie du domaine des phantasmes. Les socialistes aussi, bien que les conventionnels ont refusé de quitter ce qui, pour eux, est l'objet même de la politique, à savoir l'arène électorale, pour s'effacer devant un homme qui, pour l'instant, était bien incapable de monnayer leur désistement. Et si Savary, que le score du parti socialiste à Nancy a dû faire réfléchir, a finalement retiré sa candidature, ce n'est pas sans adresser d'amères critiques à J.-J. S.-S., qualifié de « diviseur » de la gauche non communiste.

Mais il n'empêche qu'indépendamment même de l'issue du scrutin du 20 septembre, Jean-Jacques Servan-Schreiber a su profiter de cette élection partielle pour entretenir l'opération politique commencée récemment à Nancy. Ce n'est en effet un secret pour personne que les visées politiques de l'ex-secrétaire général du parti radical débordent largement le cadre de la Lorraine. La démission du malheureux Souchal a été un tremplin destiné à annoncer bruyamment l'entrée de J.-J. S.-S. sur la scène politique.

Mais il ne suffit pas d'un coup d'éclat comme celui de Nancy pour en immortaliser l'artisan. Les vedettes de la politique, comme les autres, ne peuvent tenir l'affiche que si elles savent rappeler leur existence. Dans cette optique, le récital de J.-J. S.-S. à Bordeaux ne sera pas inutile à son auteur, d'autant plus que l'ancien directeur de *l'Express* ne manque pas du sens de la publicité.

Mais si savoir faire du bruit est une qualité indispensable à celui qui veut nager dans les eaux troubles du parlementarisme bourgeois, ce n'est cependant pas suffisant pour assurer le succès d'une politique. En leur temps, Defferre et Poher en ont fait l'expérience. Et Servan-Schreiber, dans la réalisation des mêmes desseins, se heurte aux mêmes difficultés.

La constitution d'une grande formation plus ou moins « de gauche » susceptible de prendre le relais d'une U.D.R. quelque peu usée par l'exercice du pouvoir, si elle correspond à un besoin du point de vue du bon fonctionnement des institutions de la Ve République, se heurte néanmoins à de nombreuses difficultés. La principale réside dans le fait que le plus puissant des partis politiques de gauche, le Parti Communiste Français, ne peut s'intégrer dans une formation dont la mission naturelle est d'accéder au pouvoir dans le cadre du jeu parlementaire classique. Le P.C.F., en effet, présente le double inconvénient de n'être point, aux yeux de la bourgeoisie, un véritable « parti national » et d'entretenir des illusions dans la classe ouvrière, illusions qui, en cas d'accession à la gestion des affaires, pourrait précipiter de puissants mouvements revendicatifs et coûter fort cher à la bourgeoisie.

Ecarter le P.C.F. de la « grande union des réformateurs » est donc une condition sine qua non de l'intervention pour J.-J. S.-S.. Mais cet ostracisme éloigne, du même coup, toute une partie de la gauche, conventionnelle ou socialiste, qui considère que son intérêt est de passer des accords avec le P.C.F. pour bénéficier du poids électoral de ce dernier.

UNE CANDIDATURE REVOLUTIONNAIRE A BORDEAUX

(voir page 5)

L'unification de la « gauche » non communiste suppose des sacrifices politiques qu'aucune des formations, qu'aucun des notables, ne veut consentir de son plein gré. J.-J. S.-S., s'il veut réussir, devra les imposer. Et, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles, il n'a d'autre ressource pour parvenir à ses fins qu'un succès aux élections présidentielles de 1975 ! Seule l'accession à la présidence, qui ferait de lui, dans une certaine mesure, le dispensateur des mannes de l'Etat et donnerait le signal de la curée, pourrait permettre la constitution de cette fameuse troisième force.

Mais Servan-Schreiber n'en est pas encore là. Il lui faut encore tenir six ans... et remporter la victoire électorale. D'ici là, il lui faudra scruter attentivement l'horizon politique, ne laisser échapper aucun décès de parlementaire, prier pour que les futurs tracés des autoroutes lui soient aussi bénéfiques qu'à Nancy. Une tâche vraiment exaltante, qui convient à l'ancien directeur de *l'Express*.

sommaire

EN FRANCE

- **Politique intérieure**

Page 4 :
— Gérard Barthélemy, candidat révolutionnaire présenté par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste.
— Même les journalistes ne peuvent être « au-dessus de la mêlée ».
— Toujours la répression.
— Retour au Moyen Age.

- **La « nouvelle société »**

Page 4 :
— La réforme hospitalière : de la poudre aux yeux de l'opinion publique.
Page 6 et 7 :
— La vieillesse : une calamité sans nom.

- **Dans les entreprises**

Page 12
— Bordeaux : l'exploitation dans une petite usine de la chaussure.
— Assistance publique : un travailleur meurt d'épuisement.

A L'ETRANGER

Page 9
— Pays-Bas : dans les rues d'Amterdam...
— Angleterre : vers un automne chaud.
— U.S.A. : l'avenir qu'on nous prépare.

DIVERS

Page 8
— Courrier des lecteurs.

- **Feuilleton**

Page 10
— Huasipungo de J. Icaza.

- **Critiques :**

Page 11
— Livre : « La grève » de I. Alvarez de Toledo.
— Film : « Barquero » de Gordon Douglas.

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

Ce que la presse ne dit pas sur Ford

Si le projet d'installation à Bordeaux d'une usine Ford a fait couler beaucoup d'encre la semaine dernière, ce dont la presse n'a pas parlé, ce sont les conditions dans lesquelles travaillent actuellement les travailleurs de l'entreprise Ford qui se trouve déjà en France. Il existe à Gennevilliers un siège Ford comportant une partie administrative et un magasin, sorte de dépôt où l'on entrepose les pièces et où sont regroupés une centaine d'ouvriers. L'entreprise traite ces travailleurs avec le plus grand mépris ; les brimades, les divisions artificiellement entretenues entre les ouvriers font partie des méthodes utilisées par la Direction. Le taux d'accidents est particulièrement élevé au magasin. La Direction entrave par tous les moyens le travail des délégués allant jusqu'à faire sauter un quart d'heure de salaire aux ouvriers qui s'entretiennent avec leurs délégués. Récemment, deux travailleurs furent licenciés sans que la direction daigne fournir la moindre explication aux délégués venus s'informer ; la Direction mit même à pied trois jours un délégué qui avait organisé une réunion du personnel. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase, et les travailleurs, à l'appel de la section syndicale, se mirent en grève pour réclamer la levée des sanctions.

Un piquet de grève expliquait aux arrivants le sens du mouvement, très largement suivi, y compris du personnel intérimaire et d'une fraction de la maîtrise. Tout se passait donc « normalement » lorsque la voiture du représentant de la Direction fonça dans le tas, essayant d'enfoncer le piquet de grève, alors que celui-ci ne s'opposait même pas au passage de ceux qui voulaient quand même aller travailler.

Un camarade fut blessé aux genoux (plainte a été déposée). Les jours suivants la Direction a multiplié les provocations, essayant de faire évacuer, sans succès d'ailleurs, les grévistes qui prenaient leur repas à la cantine. Pour cela, elle fit appel aux flics, mais ceux-ci se retirèrent penauds devant la détermination des grévistes. Au troisième jour de grève, la Direction refuse de payer l'acompte dû normalement, malgré les sommations de l'Inspection du travail.

A l'heure où nous écrivons, il est difficile de prévoir la suite du mouvement ; les travailleurs qui ont besoin d'argent envisagent de se remettre momentanément au travail quitte à reprendre leur grève ensuite une fois l'acompte versé. Mais, quoi qu'il en soit, ces événements éclairent quelques-unes des méthodes de l'entreprise Ford, des méthodes dont la presse ne parle pas, mais qui ramènent à sa juste valeur le « bienfait » que constituerait l'installation d'une usine Ford, que ce soit à Bordeaux ou à Charleville-Mézières.

S. M.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois	30 F
	1 an	50 F
sous pli fermé :	6 mois	70 F
	1 an	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

LA RÉFORME HOSPITALIÈRE :

De la poudre aux yeux de l'opinion publique

A GRAND renfort de publicité, la presse et la télévision, se sont faites la semaine dernière, les porte-paroles du gouvernement, à propos de ce mirifique projet de loi hospitalière, approuvé par le conseil des ministres du 26 août.

Il serait question, nous dit-on, d'une nouvelle organisation hospitalière avec deux catégories d'hôpitaux, les uns assurant le diagnostic et les soins aux malades aigus, les autres recevraient les convalescents et les traitements prolongés. Il serait aussi question de « dossiers individuels de santé » établis pour tous, d'étroite collaboration de travail entre tout le personnel hospitalier, de recyclage des médecins traitants, de diviser la France en secteurs d'action sanitaire, etc.

Pourtant, dans tout le fatras de ces cinquante articles que compte la réforme, Boulin n'a pas une fois abordé la seule question importante, c'est-à-dire le financement de cette réforme. Là-dessus, « le ministre n'a pas su clairement se définir et ne peut donner de précisions à ce sujet » (Le Monde, 28 août).

Pourtant, M. le ministre ne peut pas ignorer que le principal problème des hôpitaux, leur problème fondamental, est un problème de manque de crédits. Que par souci d'économies, l'embauche de personnel se fait au compte-goutte et que, sans aucune préoccupation pour la sécurité des malades, il est courant de voir des aides-soignantes, voire même des filles de salle, obligées de faire le travail des infirmières par manque de personnel qualifié. Où compte-t-il donc recruter tout ce personnel d'encadrement pour ces établissements de rêve, où sont ces nouvelles écoles d'infirmières ? D'où sortiront ces nouveaux médecins, puisque l'université actuelle souffre aussi de manque de crédits ?

Quant à ce nouvel équipement dont le ministre parle avec tant d'aisance, il est patent que le matériel de soins dans les hôpitaux est commandé en si petites quantités qu'il faut faire des pieds et des mains pour obtenir ne serait-ce qu'un thermomètre par malade et qu'il faut se rationner jusque sur le coton hydrophile !

Enfin, si l'on aborde le problème de ces établissements chargés de désembouteiller les hôpitaux actuels des malades à longs traitements, personne n'a encore vu l'ombre des travaux importants que cela nécessiterait, car ces locaux n'existent que dans l'imagination débordante de notre ministre.

Et nous n'insisterons pas sur les ordinateurs mythiques capables de tenir à jour un dossier individuel de santé pour tous, car les ordinateurs qui sont prévus pour le moment dans les hôpitaux par le plan seront juste capables d'être consacrés à la comptabilité.

Eh bien oui ! par cette poudre jetée aux yeux de l'opinion publique, M. Boulin a voulu faire semblant de résoudre le problème des hôpitaux. Et il a peut-être réussi pour quelques temps, à faire croire à son efficacité. Mais derrière ses mots creux, derrière cette nouvelle étiquette de « secteurs d'action sanitaire » dont il affublera nos vieux hôpitaux, le problème restera entier.

R.V.

Une réforme sans crédits, c'est-à-dire sans lendemain, pour des hôpitaux vétustes et manquant de tout (Photo L.O.).

" Trempe ton bic dans la soupe, tu m'diras si c'est chaud "

(air connu)

LE baron a bu la tasse. Et quelle tasse ! Oh ma mère !

De mémoire d'amateur de régate, on n'avait jamais vu ça.

La France, oh pardon, le « France » (les journalistes eux-mêmes ont fini par corriger sur les ondes), le « France » donc, après avoir perdu les trois premières manches, a fini par abandonner piteusement dans la dernière, victime du brouillard et du ridicule, et concédant quarante-trois minutes à son concurrent, le bateau australien « Gretel II ».

Voilà qui ne tirera de larmes à personne si ce n'est des larmes de rire.

Et pourtant on n'avait rien négligé pour milliardaires se déroulant au-delà meille, dit-on, à côté du cochon proverbial dans l'âme de chaque bon Français, se réveille à cette occasion et rougisse de la crête.

Pour intéresser les vacanciers, indifférents à cette épreuve de yachting pour milliardaises se déroulant au-delà des mers, il avait fallu faire donner à plein la radio, la presse et la télévision. Toutes les heures, on nous infligeait « le point » sur le déroulement de la coupe América. C'est ainsi qu'on apprenait avec consternation le remplacement du barreur, puis de l'équipage, puis de la mâture, et puis qu'on prenait le même et qu'on recommençait ! Cela tournait à la farce et au fur et à mesure des défaites, le ton des reporters devenait plus amusé pour finir par virer à la franche rigolade. Il est vrai que le spectacle du baron Bich soi-même tout vêtu de blanc, dirigeant son bateau dans la baie de Newport, tournant en rond dans le brouillard et semant la panique parmi les spectateurs, devait relever de la tradition des grands comiques du cinéma muet américain.

On dit que cette fantaisie a coûté 2 milliards d'anciens francs au dit baron, et certains s'en indignent : cet argent-là aurait été mieux placé ailleurs... disent-ils. Mais il faut bien que les milliardaires s'amusent et tout le monde ne peut pas se contenter d'une écurie de chevaux de courses. Et puis si les canassons font parfois des heureux, ils font rarement rire, alors que le baron Bich, lui, a réussi à mettre en joie tous ceux qui ont suivi ses efforts.

Et tout ça pour une soupière (puisque c'est de cela qu'il s'agit, l'America Cup étant une soupière d'argent offerte par la reine Victoria) ! Ce qu'ils sont snobs ces richards...

J.D.

Quand le baron Bich se pointe, il court, il court... après le ridicule.
(Photo A.F.P.)

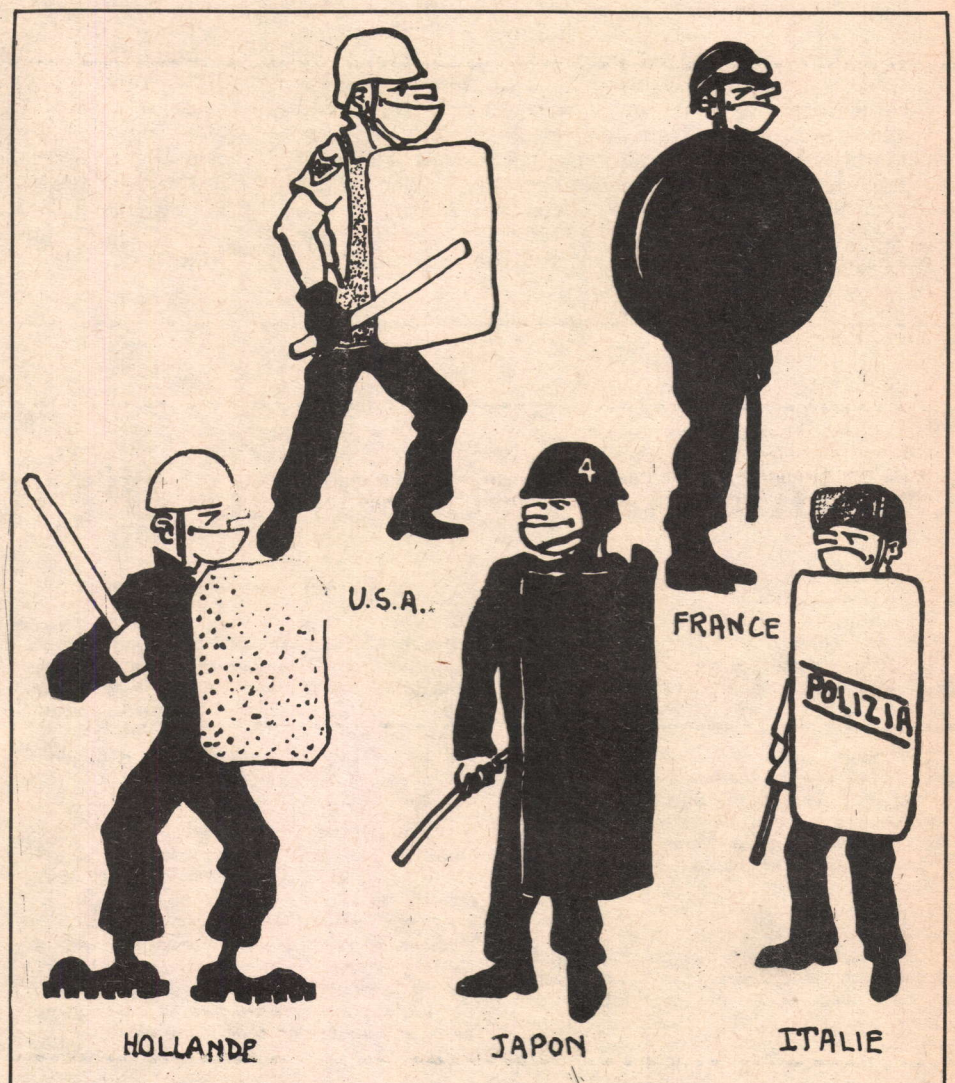
Deux poids deux mesures

La municipalité communiste de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a inséré, la semaine dernière dans « L'Humanité », une petite annonce afin de recruter du personnel communal. Cette annonce précisait que les candidats de moins de dix-huit ans subiraient un abattement de salaire égal à 10 %.

Le Parti Communiste a, dans son programme, une revendication qui demande, à juste titre : à travail égal, salaire égal.

Et on ne manque pas d'être étonné que le Parti capitule ainsi devant une loi aussi scandaleuse, alors qu'il avait là une belle occasion de prouver qu'un programme politique, ce ne sont pas seulement des mots.

Ou bien les revendications du Parti Communiste ne concernent-elles que les autres patrons, mais pas lui-même, quand à son tour, il devient patron ?



Mode 71 : Cet hiver les bâtons se porteront très longs.

ERRATUM :

Dans le dernier numéro de L.O. (n° 104)), une des photos illustrant l'article « La Ligue Communiste et l'opération Tillon-Garaudy » représentait Tillon au côtés des généraux Juin et de Lattre de Tassigny, d'Ho Chi Minh de Bidault et de Vincent Auriol le 14 juillet 1946 et non 1965 comme nous l'a fait écrire une erreur typographique.

Gérard Barthélemy, candidat révolutionnaire présenté par **Lutte Ouvrière** et la **Ligue Communiste**

ET oui, dans la farce électorale de Bordeaux il y aura une candidature révolutionnaire. Non pour cautionner la mascarade certes mais pour la dénoncer.

Lutte Ouvrière et la **Ligue Communiste** ont décidé en effet de présenter en commun la candidature de Gérard Barthelemy, un militant syndicaliste bordelais, qui aura pour suppléant Jean Métais.

Face aux candidats d'extrême-droite ou réactionnaires, face à un Chaban-Delmas et à un Servan-Schreiber qui se livrent un duel dont l'objet le plus clair est de savoir qui sera vraiment l'homme de M. Henry Ford, face à un Taïx, candidat d'une gauche déliquescente, et dont le programme rappelle un peu celui d'Alphonse Allais qui fit tant rire jadis, face à un candidat communiste dont la seule persepective est une union électorale de la gauche qui se révèle toujours impossible et qui, même si elle se réalisait, serait parfaitement inefficace pour résoudre les problèmes des travailleurs, il nous a paru justement nécessaire que s'affirment la présence et le programme des révolutionnaires.

Non pas certes dans un souci électoraliste. La circonscription en question suffirait d'ailleurs à l'écarter si nous pouvions avoir le moindre souci de cet ordre. Elle regroupe la plus grande partie des quartiers bourgeois de Bordeaux. M. Chaban-Delmas se l'est découpée sur mesure en 1958, afin de s'assurer à coup sûr un siège de député. Il n'y a qu'à un Servan-Schreiber qu'elle puisse aussi convenir.

Mais notre souci n'est guère de faire élire un député, on s'en doute. Ni même seulement de recueillir le plus grand nombre de voix possible bien que nous sachions que celui-ci est aussi un baromètre, plus ou moins bon, suivant les circonstances, de l'impact des idées révolutionnaires et surtout de la confiance que les militants et les organisations qui les défendent ont auprès des travailleurs.

Non, ce qui nous est apparu important et nécessaire, c'est que pour les travailleurs bordelais et même les travailleurs de la France entière qui ont le regard fixé sur cette élection, une force militante révolutionnaire, encore très faible peut-être mais tout de même bien vivante, existe et se montre.

Au milieu de la mascarade électoraliste il est nécessaire qu'une voix dise que les travailleurs n'ont rien à attendre ni des élections ni du Parlement. Au milieu de tous ceux qui défendent à un titre ou à un autre la société capitaliste et l'exploitation de la classe ouvrière et des masses populaires par une minorité de privilégiés, il est nécessaire qu'une voix dénonce cette exploitation et affirme la nécessité du socialisme. Au milieu de tous ceux qui se disputent l'honneur de gérer au mieux les affaires de la bourgeoisie, il est nécessaire qu'une voix rappelle les principales revendications des travailleurs de Bordeaux et du pays tout entier.

Ce sera celle du candidat révolutionnaire. Ce sera le rôle de la campagne que vont mener à Bordeaux **Lutte Ouvrière** et la **Ligue Communiste.**

Le P.S.U., à qui nous avons proposé de présenter ce candidat et de mener cette campagne en commun, comme nous l'avons fait récemment lors de l'élection partielle dans le XII[e] arrondissement de Paris sur le nom de Philippe Simon, secrétaire de la Fédération de Paris du PSU, n'a pas cru pouvoir accepter cette fois-ci. Il semble que le PSU qui propose depuis son dernier congrès une alliance aux groupes révolutionnaires ne concrétise celle-ci qu'à la condition d'y occuper une place privilégiée. Nous avons une autre conception de « l'alliance ».

Et nous ne pensons pas que cette pratique du PSU puisse faire avancer l'unité des révolutionnaires, qui est pourtant la préoccupation d'un certain nombre de ses militants. A eux de dire ce qu'ils en pensent en cette occasion. Quant à nous nous regrettons fort l'attitude du PSU, quoiqu'elle nous paraisse parfaitement conforme à l'ambiguïté fondamentale de toute sa politique.

Mais, quoi qu'il en soit, un programme révolutionnaire et socialiste, conforme aux intérêts de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, sera défendu à Bordeaux sur le nom de Gérard Barthelemy.

Même les journalistes ne peuvent pas être "au-dessus de la mêlée"

TOUTE la semaine dernière, nous avons pu entendre parler des journalistes qui venaient d'être libérés après avoir été, pendant des semaines, retenus prisonniers par les partisans du prince Sihanouk, au Cambodge.

Les journalistes qui sont revenus, ont tenu à dire qu'ils avaient été très bien traités, aussi bien que les combattants eux-mêmes.

Pourtant, leur libération et surtout la mort de cinq de leurs camarades, a déclenché une violente campagne de presse. Tous les journaux s'émeuvent et certains s'indignent. Ceux-là vont jusqu'à dire qu'évidemment, cela ne peut arriver que dans des pays arriérés du genre du Cambodge, ou alors dans les pays de l'Est. (Ils ont la mémoire courte et sélective : ont-ils déjà oublié, pour ne parler que de la France, la façon dont un journaliste de **La Croix** a été projeté par la police dans le bassin du Luxembourg ? Ont-ils oublié la façon dont notre police, si civilisée, traitait les journalistes pendant les événements de mai-juin 1968 ?)

En tout cas, les Fédérations de journalistes et de rédacteurs en chef sont allées voir M. Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères, pour lui demander de faire mettre à l'ordre du jour de la prochaine session de l'O.N.U., la ratification d'une convention pour la protection des journalistes en mission périlleuse...

Alain Clément, premier journaliste français libéré par les partisans cambodgiens, répond aux questions de ses confrères lors de son arrivée à Orly (Photo U.P.I.).

Loin de nous l'idée d'être contre la sauvegarde des journalistes ! Mais en allant au Cambodge, les journalistes sont arrivés dans un pays en lutte, que les Américains venaient d'envahir, et ils sont arrivés dans les fourgons de l'armée américaine, qu'ils l'aient voulu ou pas.

En fait, si des journalistes sont morts là-bas, ce n'est pas parce que des paysans Khmers ont commis une « monstrueuse erreur » en prenant leur caméra pour une arme ; s'ils sont morts, c'est parce que des paysans, au Cambodge, sont obligés de se méfier de tout ce qui ressemble à un blanc et à une arme ; parce que, dans les hôpitaux, on a plus de chances de mourir de ses blessures que d'y survivre ; c'est parce que la barbarie règne là-bas — mais pas par le fait des habitants du Cambodge : mais par le fait de ceux qui les obligent à se battre et à se méfier de tout ; c'est parce que l'impérialisme américain mène là-bas une guerre qui n'en finit pas.

Et ceux qui parlent de protéger contre la barbarie de gouvernements considérés comme non-civilisés, la sacro-sainte corporation des journalistes alors que ce sont les Etats soi-disant les « plus civilisés » qui obligent des populations entières à vivre dans la misère et la terreur, ceux-là justement choisissent leur camp, et pas n'importe lequel. Et pourquoi ne pas réclamer du gouvernement américain la sauvegarde des journalistes partisans de Sihanouk, des journalistes Vietcongs. Que leurs soi-disantes nations civilisées donnent donc l'exemple, au lieu de donner celui de la barbarie. A aucun moment, les journalistes ne sont « au-dessus de la mêlée ». Ils servent le camp des exploiteurs, ou celui des exploités, et sont traités en conséquence.

Sylvie Friedman.

Retour au moyen-âge

Décidément, il y a des personnages qui ne manquent pas d'imagination ! Tel M. Laure, chef du Service régional de l'Equipement de la Région parisienne, qui vient de mettre sur pied un projet destiné à faciliter l'équipement en autoroutes de la banlieue parisienne. Voilà d'ailleurs une fort louable intention. Mais de quoi s'agit-il ?

Tout simplement de faire payer l'accès aux autoroutes de dégagement... pour pouvoir en construire de nouvelles. En somme, il faudrait payer pour entrer et sortir de Paris, et payer parfois fort cher puisque chaque poste de péage percevrait un franc nouveau et que l'automobiliste serait susceptible d'en rencontrer deux et même trois pour se rendre dans certaines banlieues (ex. : 2 F pour Trappes, 3 F pour Corbeil).

Bref, c'est encore un moyen, pas très nouveau certes mais toujours efficace, d'extorquer des impôts supplémentaires à plusieurs millions de contribuables.

De plus, cette géniale « solution » au problème de la circulation n'aurait évidemment d'autres effets que d'occasionner des embouteillages monstres à tous les postes de péages !

Il y a dix siècles les rois de France se battaient contre les petits seigneurs locaux qui rançonnaient les voyageurs. Il faut croire que la V[e] République est loin derrière les premiers Capétiens !

Toujours la répression

BRIGITTE Robertin, 20 ans, a été déférée le 20 août devant le juge d'instruction pour reconstitution de mouvement dissous. Motif de son inculpation : des policiers avaient découvert dans sa voiture quatre *exemplaires d'un numéro saisi de la* Cause du Peuple. *Pour cela, elle est en prison !*

Trois jeunes Lyonnais, parce qu'ils diffusaient des tracts à l'entrée des usines Berliet, ont été arrêtés le 24 août et transférés à Paris, sous la même inculpation. Eux aussi sont en prison !

Le 27 août, c'est François Maspero qui était inculpé de reconstitution de mouvement dissous, parce qu'il avait mis en vente dans sa librairie la Joie de Lire *des exemplaires saisis de la* Cause du Peuple. *Parce que son incarcération ferait plus de bruit que celle de jeunes militants, il n'a pas été arrêté.*

*Le 29, c'est le dernier numéro de l'*Idiot International *qui est saisi pour « provocations directes à la violence et aux crimes contre la sûreté de l'Etat ». Cette mesure intervient après toute une série de brimades, pressions et autres intimidations à l'égard des collaborateurs du journal.*

Ainsi, par les arrestations, les inculpations, la police et la justice tentent d'intimider les révolutionnaires et ceux qui les aident à diffuser leurs idées. De nombreux militants sont actuellement en prison, en attendant d'être jugés par la Cour de Sûreté de l'Etat, pour des motifs semblables à ceux évoqués ci-dessus, ou bien déjà condamnés.

Jusqu'à maintenant, les plus directement visés sont les camarades accusés d'appartenir à l'ex-Gauche prolétarienne ; mais c'est bien sûr toute expression révolutionnaire qui est menacée.

Et quelles que puissent être nos divergences avec eux, nous sommes entièrement solidaires de tous ceux que les tenants du Pouvoir prétendent museler, parce qu'ils veulent défendre les intérêts des opprimés. Nous réclamons leur libération immédiate, la cessation de toute poursuite contre eux, et le rétablissement entier du droit d'expression.

S.F.

LIBERTE POUR E. OUANDIE

L'Union Nationale des Etudiants du Cameroun nous informe que l'un des dirigeants de l'Union des Populations du Cameroun, mouvement d'opposition clandestin à la dictature du sinistre Ahidjo, vient d'être arrêté. Il s'agit d'Ernest Ouandié. Ses jours sont en danger, car on craint une exécution sommaire dans les jours prochains, si elle n'est pas déjà accomplie. Nous joignons notre protestation à toutes celles qui doivent s'élever pour que cet assassinat dans l'ombre ne puisse pas s'accomplir.

Dans la société capitaliste

La vieillesse, une calamité

L'EXISTENCE de la retraite, à 60 ou 65 ans, semble aujourd'hui une amélioration considérable dans la vie des travailleurs. Avoir sa vieillesse « assurée » paraît à beaucoup d'adultes une sécurité inestimable. Dans les faits, cette sécurité est éphémère. Car le travailleur qui se retrouve du jour au lendemain à la retraite, s'il l'a attendue impatiemment, n'est souvent plus à même, ni financièrement, ni physiquement, ni moralement, d'en profiter. Et ce loisir forcé, qui ressemble surtout à une inactivité forcée dans l'indigence, ravale le vieillard au rang de paria, de bouche inutile, de mort en sursis. Le vieux travailleur « délivré » enfin de la production, de ses cadences infernales et de ses longues journées de labeur, ne retrouve pas pour autant ses forces perdues, ne jouit pas « enfin » de la vie. La retraite de l'exploité vaut sa vie d'exploitation : le vieux travailleur trouve autour de lui l'isolement, l'indifférence et souvent même le mépris.

Parce qu'il est complètement usé, qu'il n'a plus de force de travail à offrir au capital, le prolétaire vieilli peut crever lentement. C'est la seule « vieillesse » heureuse qu'est capable de lui offrir notre société.

UN PHENOMENE SOCIAL

Mais si le vieillissement est un phénomène biologique, l'incapacité sénile qui lui est souvent liée est, quant à elle, un phénomène purement social. De ce point de vue, le capitalisme décadent, en tant que société de classe, offre des caractéristiques particulières dans ce domaine.

D'une part le pouvoir politique, les fonctions dirigeantes ou honorifiques sont, la plupart du temps, réservées aux vieux des classes possédantes (à tel point qu'un ministre de 40 ans est considéré comme un « jeune »).

Pensions et retraites : d

PARMI les « risques » qui guettent tout salarié et qui mettent son salaire en danger (maladie, maternité, accident, chômage, etc.), celui de la vieillesse est un de ceux pour lequel un assuré cotise toute sa vie de travailleur afin que sa mise à l'écart de la vie active ne soit pas synonyme de trop grande misère.

Bien souvent, il est vrai, le travailleur qui prend sa retraite découvre à ce moment-là, outre les tracasseries de l'Administration, les rigueurs de la législation qui ne tient pas compte du fait qu'un individu a gagné normalement sa vie jusqu'à 60 ou 65 ans, et qui ne connaît que le calcul aride et implacable des systèmes d'assurances.

LE LABYRINTHE DU RETRAITE

Pour bénéficier d'une *pension* l'assuré doit :

— avoir atteint **au moins l'âge** de 60 ans ;
— justifier **d'au moins 15 années de travail salarié cotisé pour bénéficier d'une** *pension proportionnelle ;*
— justifier **d'au moins 30 années pour bénéficier d'une** *pension entière.*

Le montant **de la pension est** fonction :
— du nombre **d'années d'assurance** ;
— du salaire **annuel moyen** ;
— de l'âge **de l'assuré au moment** de la liquidation de la pension.

— Les assurés qui justifient d'au moins 30 années d'assurances valables ont droit, à 60 ans, à une pension entière dont le taux est égal à 20 % du salaire annuel moyen de base.

— Si l'assuré demande sa pension après l'âge de 60 ans, le taux de 20 % est augmenté de 4 points par année postérieure à cet âge (ou 1 seul point par trimestre).

— A 66 ans et demi, il est de 46 %.

Exemple : un assuré de 66 ans et demi réunissant 25 ans d'assurance et dont le salaire moyen est de 9.000 francs obtient une pension de :

$$\frac{9.000 \times 46 \times 25}{100 \times 30} = 3.450 \text{ F par an.}$$

— Pour celui qui aurait plus de 30 ans de cotisation — et depuis quelques années il en existe un certain nombre — la législation ne s'est pas penché sur son cas, les années supplémentaires cotisées, sont entièrement perdues. (C'est un des scandales entre autres du régime des pensions vieillesse.)

DES « PRIVILEGIES » A 600 F PAR MOIS

— Le salaire maximum sur lequel peut être calculé cette pension est le fameux salaire-plafond qui est actuellement de 1.500 francs.

A 65 ans, avec 30 ans de cotisations, constamment au plafond, le **maximum** d'une pension est $\frac{1.500 \times 40}{100} = 600$ F.

Ceux qui perçoivent une telle pension sont très minoritaires.

— Le **minimum** est de 1.650 francs par an, soit 137,50 francs par mois.

— L'assuré qui a moins de 15 années de salaire cotisé mais qui en a au moins 5 peut bénéficier d'une rente à 65 ans extrêmement faible et pratiquement négligeable.

A NANTERRE

L'hospice prison

UNE bâtisse grise au fond d'un bref jardin, ayant pour perspective un terrain vague, abrite 5 000 personnes : clochards, anciens condamnés, handicapés de 35 à 40 ans et vieillards de plus de 60 ans. Avant même de connaître les conditions de vie à l'intérieur de l'hospice, c'est un spectacle désolant que ces vieillards, hommes et femmes, abattus, résignés, qui passent des heures assis sur les bornes voisines ou qui déambulent, mains derrière le dos, de long en large sur le trottoir.

Symboles vivants de la misère physique et morale de ceux qui, dans notre monde actuel, n'ayant plus de place à la production, n'ont plus de place nulle part, n'ont plus aucun droit que celui d'attendre la mort discrètement, sans faire de bruit et, pourquoi pas, avec reconnaissance pour la misérable place qui leur est faite.

Qui sont ces vieillards ? Beaucoup sont d'anciens travailleurs qui, sans famille et sans soutien, n'ont pu continuer à payer un loyer, n'ont pu supporter le coût de la vie et ses augmentations. Hébergés tant bien que mal, ils se retrouvent dans des chambrées de 75 à 100 personnes ; les repas sont justes corrects, le linge de corps changé toutes les semaines et les vêtements tous les 3 ou 6 mois. les douches, pouvant être prises à volonté, sont obligatoires et vérifiées par un pointage humiliant, une fois par semaine.

Bien qu'assurés du minimum vital pour une vieillesse encasernée, ces hommes et ces femmes, mis au ban de la société, ont surtout à souffrir d'un dénuement moral extrême. Sans argent, inactifs, relégués dans une solitude sans issue, enfermés jusqu'à la fin de leurs jours, ils n'ont pour toute distraction que la télévision et la bibliothèque de l'hospice.

Pour se retrouver, pour bavarder, pour « prendre un pot » en jouant aux cartes, pour se lier avec les habitants de la localité et mener une vie plus humaine et plus normale, il faut, entre autre, aller au café, il faut de l'argent qu'ils n'ont pas. Sans compter que, bien souvent, les cafés alentour les refusent : trop misérables ou trop enclins à boire jusqu'à l'ivresse, ils sont renvoyés à l'hospice ou sur leur banc de pierre tandis que le jardin public voisin leur interdit, lui aussi, son entrée par une pancarte péremptoire. (On se demande d'ailleurs si c'est bien « constitutionnel » et de quelle couleur est la municipalité de Nanterre...).

Alors, ils attendent que le temps passe, et que la mort vienne, assis devant l'hospice, solitaires, trompant le temps, et les gardiens, avec le vin qu'ils parviennent à se procurer et parfois à entrer en fraude.

Car outre l'ennui qui est leur lot, ils ont à subir, ainsi que les autres pensionnaires de l'asile, (clochards, condamnés, etc.), les brimades des gardiens, qui dépendent de la « pénitencière » (l'Administration des prisons) et sont en uniforme, chargés de faire respecter la discipline, le règlement intérieur et d'infliger des « punitions » en cas d'infraction : faire entrer du vin, revenir après 10 h le soir, etc. autant de « délits » sanctionnés par des interdictions de franchir la porte de l'hospice pendant une durée plus ou moins longue pouvant aller jusqu'à 40 jours.

Tel est, au portes de Paris, un exemple éloquent des perspectives qu'offre la société reconnaissante à ceux qui ont sué du profit toute leur vie et qui, aujourd'hui, dépourvus de tout, alors que leur force physique les a abandonnés, n'ont plus qu'à crever en silence.

Lucienne Plain.

sans nom

Mais, à l'opposé, l'immense majorité des vieux, ceux des classes opprimées, ne sont considérés que comme un fardeau social. La « sagesse », l'expérience, l'autorité est reconnue aux vieux exploiteurs tandis que la déchéance, le désespoir et le rejet de toute vie sociale sont le lot des vieux exploités.

En fait, la notion de vieillesse change elle-même suivant les classes. A 50 ans, un ouvrier est vieux et usé (d'où l'importance des luttes pour la réduction des cadences et du temps de travail pendant la vie active). A 50 ans un notable, de son côté, peut commencer une carrière politique...

LES VIEUX ET LE SOCIALISME

Dans une société faite pour l'homme et non pour la production du profit, le vieillissement lui-même prendra un tout autre caractère. La peur de vieillir, que l'on connaît aujourd'hui, est liée à l'impuissance sociale totale du vieillard et particulièrement du vieillard démuni. Dans la société actuelle il n'y a pas de pitié pour les plus faibles. Dans une société socialiste, où la lutte pour l'existence individuelle disparaîtra, le caractère le plus désespérant de la vieillesse disparaîtra aussi. Il n'y aura aucune raison d'exclure les hommes vieillis de l'activité sociale. Chacun donnera à la société selon ses capacités et prendra selon ses besoins. Et il est à prévoir que dans certains domaines les capacités de l'homme socialiste devenu vieux seront immenses.

La qualité de la vieillesse de l'homme socialiste aura la qualité de sa vie passée, comme d'ailleurs, la misère de la vieillesse aujourd'hui vaut la vie misérable de la plupart des hommes.

es aumônes pour survivre

2 MILLIONS DE VIEUX DISPOSENT DE 9,16 F PAR JOUR

Cependant, un grand nombre de vieux travailleurs sont obligés d'avoir recours à la « bienfaisance » étatique et ne « bénéficient » pas de la retraite Sécurité Sociale.

Pour les plus déshérités, pour ceux notamment que l'Administration avait baptisés un certain temps les « économiquement faibles », l'Etat intervient et verse généreusement **1.650 F par an** d'une allocation dite spéciale lorsque la personne a 65 ans ou 60 ans en cas d'inaptitude.

Il faut reconnaître qu'à côté de cette allocation spéciale le vieillard peut avoir droit à l' « allocation supplémentaire » du Fond National de Solidarité, toujours d'un montant de 1.650 francs par an.

Ainsi, une personne âgée, absolument isolée et sans aucune ressources, peut donc arriver à percevoir par l'Etat :

1.650 F + 1.650 F = 3.300 francs par an, soit 275 F par mois, 9,16 F par jour.

Il y a en France plus de deux millions de vieux qui disposent de ce « budget » !

Mais le gouvernement se penche attentivement sur tout ce qui souffre dans le pays et il a de grands projets pour les personnes âgées : il va essayer de mettre sur pied **des centres d'information !**

C'est du moins à quoi s'occupe le ministère des Affaires Sociales, à défaut d'améliorer la législation !

LES MERES DE FAMILLE LESEES

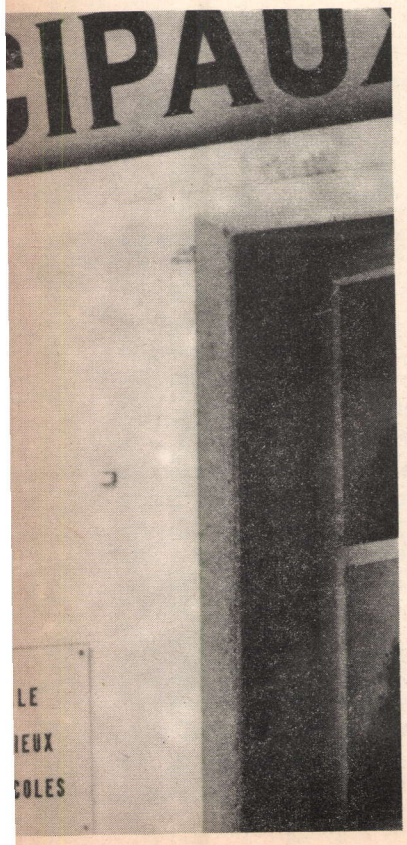
La royale somme de 1.650 F par an peut être attribuée également aux mères de famille, âgées de 65 ans ou de 60 ans en cas d'inaptitude au travail, qui ont élevé **au moins 5 enfants français,** au moins 9 ans avant leur 16e anniversaire.

— Elle doit être conjointe, veuve, femme séparée, abandonnée ou divorcée d'un travailleur salarié (il faut donc d'abord que la morale soit sauve et qu'il y ait eu un mari).

— Elle ne peut la percevoir que si ses ressources (y compris l'allocation des 1.650 F) ne dépassent pas dans l'année 4.400 F.

Bien des veuves, qui perçoivent une pension de réversion de leur mari n'y ont pas droit. Elles trouvent particulièrement injuste que leur travail propre ne soit pas reconnu pour une pension vieillesse comme n'importe quel travail salarié et que leur allocation leur soit attribuée sous conditions de ressources. Surtout après avoir eu l'impression d'avoir consacré toute leur énergie à ce que le pays avait d'après les discours officiels de plus cher : ses enfants !

Mais la morale bourgeoise ne s'embarrasse pas de ces contradictions surtout quand il s'agit de vieux travailleurs. H.P.



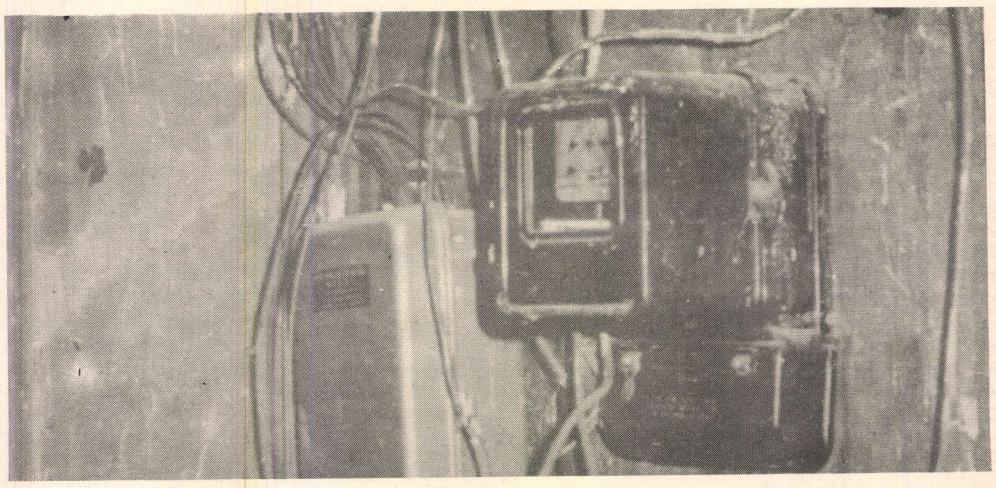
Le logement des vieux

EN ce qui concerne son logement, le vieux travailleur est condamné au pire.

Dans les sociétés agricoles, le vieillard avait sa place assurée dans la famille. En faisant éclater la cellule familiale, la société capitaliste n'a rien donné en échange aux vieux. Les jeunes peuvent difficilement s'en charger, car la cohabitation dans l'étroit H.L.M. (quand ce n'est pas dans la chambre de bonne ou le taudis) est souvent un drame familial. En France, le quart seulement des vieux vivent avec leurs enfants, et ceux-ci, pour la plupart, habitent à la campagne. Mais l'exode rural abandonne de plus en plus les vieillards dans des villages déserts.

En ville, leur situation est proprement désespérante, car la crise du logement chez les travailleurs prend un aspect encore plus dégradant, encore plus scandaleux chez les vieillards. Ils sont, pour la plupart, voués aux taudis, aux logements vétustes, délabrés sans eau ni chauffage et insalubres. A Paris, un tiers des vieillards habitent sous les combles de vieux immeubles sans ascenseur et doivent monter à pied 4 à 6 étages. De plus, beaucoup d'entre eux sont solitaires. Selon une enquête de France-Soir, *dans un arrondissement de Paris, en novembre 1968, un vieux sur trois n'avait plus aucune relation sociale, ne recevait jamais une lettre, ne rendait aucune visite, ne connaissait personne. A Paris et dans les autres grandes villes, des milliers de vieux meurent lentement, à l'insu de tout le monde.*

Pour ceux qui ne peuvent plus vivre seuls, que reste-t-il ? L'infime minorité qui en a les ressources peut payer son séjour dans une maison de retraite. Dans les meilleures conditions, et c'est l'exception (comme pour les maisons de retraite des instituteurs), l'isolement de la vie sociale en compagnie permanente d'autres vieillards, accentue, malgré tout la déchéance. Dans les pays capitalistes riches, en Suède, aux U.S.A., sont construits, pour ceux qui disposent de certains moyens financiers, de véritables « foyers » de vieillards, voire de véritables ghettos de vieillards. C'est apparemment ce qu'a de meilleur à proposer l'imagination limitée des capitalistes aux personnes âgées. Et encore, cette catégorie relativement « favorisée » de vieillards est en butte à une escroquerie pratiquement systématique. Aux Etats-Unis, les « nursing houses » s'avèrent surtout de bonnes affaires financières pour les entrepreneurs.



Quant aux autres, ceux qui n'ont aucun moyen, ou bien ils meurent, en silence, isolés, ou bien, en désespoir de cause, ils ont recours à l'hospice, quand ce n'est pas à l'hôpital. L'hospice ou l'hôpital, c'est pour mourir. Les vieillards attendent, pour y prendre place, que d'autres meurent.

Les vieillards y sont traités comme des enfants : leurs sorties sont réglementées, on ne leur laisse qu'un argent de poche dérisoire, ils sont soumis à la promiscuité la plus dégradante... Les visites sont rares car les hospices sont difficilement accessibles aux familles qui habitent trop loin. Le plus souvent les couples sont séparés. Les vieux des hospices perdent goût à toute activité et se livrent très rapidement à l'alcoolisme dès qu'ils peuvent sortir... en attendant la mort.

Voilà la seule assistance dont est capable la société capitaliste envers les vieux travailleurs en détresse.

Huguette Chevireau.

courrier des lecteurs

Je viens de tomber par hasard sur votre numéro 90 du 20-2 mai 1970. L'article de la dernière page, au sujet de « l'Aveu » m'a fait sursauter.

Il est vrai que les méthodes pourries du stalinisme sont nées en Russie dans les années 20. Ou du moins, c'est alors, le « pouvoir ouvrier » s'étant constitué une tchéka et un parti aveuglément obéissant, qu'elles se sont révélées. Une bonne illustration, mars 1921, Cronstadt : les ouvriers, prenant conscience de la trahison du parti se révoltent contre celui-ci, se rendant compte qu'au lieu de satisfaire les aspirations des travailleurs, il n'avait satisfait que ses propres aspirations : le pouvoir, encore le pouvoir, et toujours le pouvoir, et ce par tous les moyens... La répresnion ne tarda pas : la ville fut assiégée, bombardée, pendant que la presse répandait tous les mensonges possibles sur Cronstadt (rébellion blanche, etc.). Puis Cronstadt fut prise, les habitants massacrés jusqu'au dernier... Savez-vous quel était « l'affreux stalinien » qui conduisait la répression ? C'était le camarade Léon Trotsky lui-même, allant même jusqu'à installer des tchékistes avec des mitrailleuses derrière les bataillons de l'armée rouge, de peur qu'ils ne se rendent compte de leur erreur. Un autre exemple ? Lorsque Dénikine et ses troupes «blanches» étaient devant Moscou, et que les bolcheviques (« dévoués, désintéressés, courageux, etc. ») s'apprêtaient à s'enfuir, l'armée blanche, d'un seul coup, recula à toute allure. Cela grâce à l'armée révolutionnaire (anarchiste !) de Makhno. Et que firent les détachements de l'armée rouge quand ils rejoignirent Makhno ? Ils le chargèrent, sans arriver à le détruire. Même chose après la révolte conduites par Wrangel, où des accords avaient été signés entre les deux armées : dès que l'ennemi était en déroute, des régiments furent lancés sur l'armée « makhnoviste » dans une folle répression qui dura jusqu'en fin 1921. Qui prépara cette honteuse trahison, qui distalinienne ? Comme par hasard, le camarade Léon Trotsky. encore lui, toujours lui... Vu cela, je peux affirmer que oui, le stalinisme découle automatiquement du bolchévisme n'a jamais « donné le pouvoir aux travailleurs » ni n'a jamais pu le lui donner. Au contraire (sinon pourquoi a-t-il menacé de mort quiconque ne lui remettrait pas ses armes, même et surtout les travailleurs) le bolchévisme n'est capable que de prendre le pouvoir, et donc à vouloir le conserver (« dictature du prolétariat »). Il se prétend « élite », donc supérieur aux masses. Il ne peut plus, dès lors, les aider, il ne peut que les dominer. Si vous n'êtes pas convaincus que le stalinisme découle automatiquement du bolchévisme, comment expliqueriez-vous alors que Trotsky ait utilisé les mêmes méthodes que Staline utilisa ensuite contre lui et ses partisans ?

B. R., Isère

Nous ne nous attarderons pas sur l'aspect un peu « romancé » du récit que fait notre correspondant, tant de l'affaire de Cronstadt que des combats qui opposèrent l'Armée Rouge à Makhno. Mais nous voudrions faire remarquer à notre correspondant que même entre ce qu'il dit de la politique des bolchéviques et ce que fut le stalinisme, il y a tout un monde.

Oui, il y eut des affrontements armés entre l'Armée Rouge et les bandes anarchistes qui ne reconnaissaient pas le pouvoir soviétique, et qui, au nom de la contestation de tout pouvoir, tendaient à opposer le leur aux soviets ouvriers. Oui, l'insurrection de Cronstadt, qui se donnait ouvertement pour but de chasser les bolcheviques des soviets, fut brisée par la force. Mais si, dans les premiers jours de l'insurrection de Cronstadt, on parla d'un coup de force des blancs (et, dans les conditions de l'époque, il était bien compréhensible que cette hypothèse soit envisagée en premier), jamais les bolcheviques, et en particulier Trotsky, ne traitèrent les makhnovistes « d'agents de l'impérialisme », ou ne présentèrent la lutte qu'ils estimaient nécessaire de mener contre eux comme le fin du fin du socialisme.

Dans les conditions terribles des années 1920, après des années de guerre civile, pour sauver le pouvoir soviétique, les bolcheviques menèrent une politique que certains peuvent réprouver. Mais ils le firent honnêtement, ouvertement, devant les travailleurs.

Ce qui a caractérisé le stalinisme au contraire, c'est l'utilisation systématique du mensonge et de la calomnie, pour la défense de ses propres intérêts de caste bureaucratique.

Une dernière précision enfin. Nous sommes solidaires de la politique que menèrent les bolcheviques dans les années de la guerre civile, non pas parce que nous croyons que tout ce qu'ils firent alors était juste par définition, mais parce que nous sommes politiquement solidaires de ceux qui furent les seuls, en octobre 1917, à franchir le pas, et à mener le prolétariat russe à la conquête du pouvoir.

Car s'il n'y avait pas eu le parti bolchevique, il n'y aurait pas eu non plus de Révolution russe, et ce n'est en tout cas pas ceux qui leur reprochèrent ensuite la politique qui fut la leur une fois au pouvoir, qui en auraient pris l'initiative.

Un lecteur nous a envoyé une lettre relatant un licenciement dans son entreprise.

Bien que paraissant avec quelque retard, nous croyons intéressant de publier cette information.

Je suis un lecteur de « Lutte Ouvrière ». Délégué du personnel au garage CGEA Romainville, CGT, service de l'enlèvede la ville de Paris.

Nous sommes embauchés par la société CGEA mais rémunérés par la ville de Paris, ce qui veut dire que nous avons deux patrons à combattre. Enfin je vous écris pour vous conter les faits que nous venons de subir pour un camarade, un travailleur sans emploi.

Le 10-3-1970, les chefs du garage d'Aubervilliers se plaignaient que le chauffeur G. rentrait ivre depuis quelque temps. En accord avec la direction CGEA il fut soumis à une pression de licenciement.

Notre organisation syndicale mise au courant proposa lors de la commission paritaire qui était réunie pour étudier son cas, de le faire soigner en lui faisant suivre une cure de cet accord que se termina la discussion.

Le 15-3-70, le camarade G. finissait sa cure et se présentait au médecin chef pour la visite de reprise. Il eut un bulletin pour reprendre le travail après les quatre jours qui lui restaient de maladie. Le même jour, allant au garage d'Aubervilliers pour y présenter sa reprise, il demanda ses feuilles de paye qu'il y avait laissées. Il se vit répondre qu'elles étaient à Romainville. Alors reprenant ses papiers, il s'en alla à Romainville. Là, il était attendu par MM. P. et C. qui, ne lui laissant pas le temps de souffler, le dirigèrent rue Jule-Aufret à la médecine du travail, cela malgré ses certificats de reprise du médecin chef de la ville. « Il était attendu ». Sans se faire ausculter ni recevoir d'explications, il se vit déclarer inapte au travail. De ce fait, la direction CGEA le licenciait tranquille, n'ayant rien à se reprocher, étant donné qu'il était refusé à la Médecine du Travail. Au cours d'interventions successives de 2 camarades, la direction nous apprenait qu'elle avait fait cela parce que le camarade G. s'était soi-disant présenté ivre à la reprise.

Notre organisation syndicale est indignée que la direction soit revenue sur sa décision. Que le camarade G. parut ivre, c'est possible étant donné qu'il était sous traitement médical et prenait des médicaments avec effet de somnolence.

Mais nous disons qu'il n'était pas en service, et que de plus, ni examen ni alcootest ou prise de sang ne justifient une telle mesure.

Conclusion, nous avons appelé les camarades à ne se présenter devant la direction qu'accompagnés de leurs délégués ou de camarades syndiqués pour ne pas être victimes d'un nouveau « complot ».

R. R., Romainville

Au mois de décembre 1969, licencié d'une usine de la Région parisienne, je suis retourné au pays, au Maroc, curieux de le retrouver après une si longue absence. Je vous raconte ici ce que j'y ai vu et l'accueil qui m'a été réservé.

Le premier avril, les étudiants, lycéens et enfants des écoles primaires marocaines se mettent en grève et manifestent dans les grandes villes pour faire connaître à la population et au roi leurs revendications.

En parole, elles avaient déjà été accordées après une manifestation faite en 1964, mais dans les faits, jamais appliquées. Ces revendications sont les suivantes : augmentation des bourses, construction de foyers et de cantines (à l'heure actuelle ils sont obligés d'aller faire des kilomètres pour manger devant les boutiques). Par ailleurs, les lycéens protestaient contre le fait qu'après 18 ans, ils n'ont plus le droit de passer leur baccalauréat. Ils se retrouvent à la rue, obligés de chercher un travail qu'ils ne trouvent pas à cause du chômage. Il ne leur reste plus qu'à émigrer (ce qui arrange bien le Roi, cela fait des mécontents en moins). Pour ceux qui ont le privilège de pouvoir continuer leurs études et d'avoir des certificats, ils ne se retrouvent guère plus avancés que les autres étant donné que ces certificats ne sont pas reconnus par le patronat et l'administration marocaine.

Le 5 avril, le roi a fait un discours pour menacer les étudiants, les élèves des universités et des écoles, et leur intimer l'ordre d'arrêter leur mouvement de grève dans les huit jours, faute de quoi, ceux qui n'auraient pas repris leurs cours seraient renvoyés et obligés de payer les bourses qu'ils avaient déjà reçues (les bourses ne sont pas très élevées, mais la somme que chacune représente, accumulée sur plusieurs années est bien trop importante pour qu'un étudiant puisse la payer).

Le jour même, les étudiants répondaient par une manifestation à laquelle je participais ; il y eut à la suite de nombreux emprisonnés, dont moi-même.

Le premier mai, jour de la Fête du Travail, le syndicat des travailleurs U.M.T. (analogue à la CGT en France) et le syndicat étudiant (de tendance maoïste) appelaient à une manifestation qui réunit un millier d'ouvriers et autant d'étudiants (dont 80 % de filles) à Rabat. La police est intervenue, en tirant sur la foule.

Les manifestants ont été poursuivis dans les rues pendant une demi-journée avec des voitures blindées prévues pour la répression.

Il y eut de nombreux blessés et une centaine d'arrestations. Une semaine après, le gouvernement envoyait des convocations aux délégués étudiants pour se présenter au service militaire. Ils se sont retrouvés en prison. Les étudiants, ne voyant plus leurs délégués ont fait des recherches à leurs domiciles. Entendant qu'ils se trouvaient en prison, ils se sont remis en grève appuyés par leurs professeurs, jusqu'à leur libération. La rgève et l'internement des délégués étudiants ont duré un mois. Le ministère de l'Education nationale fixait la date des examens pour le 17 juin. Les étudiants ont décidé de ne passer aucun examen avant octobre.

A NOS LECTEURS

"LUTTE OUVRIERE"

continuera de paraître régulièrement chaque semaine (le mardi à Paris, le mercredi en province) durant tout l'été, bien que sur un nombre de pages réduit.

Nous demandons à nos lecteurs de continuer à nous soutenir durant cette période en achetant régulièrement « Lutte Ouvrière » même durant leurs vacances.

« Lutte Ouvrière » est en vente dans un grand nombre de kiosques et librairies et dans la plupart des maisons de la presse.

Dans les rues d'Amsterdam...

AMSTERDAM, c'est l'Eldorado des hippies ; venus de toute l'Europe, voire d'Amérique du Nord, ils y trouvent une tolérance qu'aucun autre pays ne leur accorde.

En plein centre de la ville, sur le « Dam », au pied du monument national aux morts de la Résistance, plusieurs dizaines d'entre eux restent allongés toute la journée. La nuit, ils y dorment, enveloppés dans les sacs de couchage avec lesquels on les voit déambuler dans la journée.

A quelques centaines de mètres de là, dans le passage couvert qui borde le magasin chic de vêtements « C & A », ils sont plusieurs dizaines à passer la nuit allongés par terre, côte-à-côte.

Et tout ce que le centre d'Amsterdam compte de passages couverts ou de vitrines en retrait, abrite, la nuit, des hippies.

Un certain nombre de « boîtes » les voient se retrouver le soir : moyennant 1,50 ou 2 F, on entre dans une ancienne maison particulière, où, selon les pièces, on voit de vieux courts-métrages ou on entend de la musique moderne. Tandis que l'électrophone hurle, quelques-uns des assistants se lèvent parfois de leur banc, enjambent ceux qui sont couchés et dorment à même le sol, et gesticulent quelques instants au rythme de la musique.

En s'aventurant un peu plus loin, on arrive dans une autre pièce d'où s'échappent des airs hindous : dès la porte, l'odeur de haschisch vous arrête. Les quelque deux douzaines d'assistants sont allongés ; certains dorment, d'autres sont prostrés, d'autres encore... sortent pour vomir, le regard absent.

Une chose frappe : c'est que ceux qui se croient privilégiés parce qu'ils « planent » grâce au « joint » qu'ils ont pu obtenir, ont l'air bougrement triste...

La drogue n'est pas autorisée à Amsterdam, pas plus qu'ailleurs. Mais elle se vend quasi-ouvertement : dans certains cafés, on peut voir les patrons en donner à des habitués en se cachant à peine, pour la forme, pourrait-on dire.

Dans la rue, il n'est pas rare, quand on croise un groupe de hippies, de reconnaître l'odeur caractéristique du haschisch du « hasch » comme on dit.

La démocratie hollandaise en action. (U.P.I.)

On trouve ainsi à Amsterdam peut-être deux ou trois mille jeunes, qu'on baptise « hippies », qui viennent mener là une vie de clochard, avec comme seul but, pour la plupart d'entre eux, le haschisch.

Leur idéologie ? la « liberté ». La « liberté » du clochard : ne pas travailler, et même ne rien faire du tout, en vivant des pièces de 25 cents (40 centimes) qu'on a tapées aux passants.

Ces jeunes qui sont en règle générale, des petits-bourgeois en rupture de famille ne critiquent pas la société bourgeoise. La seule chose qu'ils lui reprochent, c'est de ne pas leur permettre de « vivre » à leur manière. Qu'elle le leur permette (et c'était le cas à Amsterdam, jusqu'aux incidents de ces derniers jours) et ils s'en accommodent fort bien.

Jusqu'à présent, à côté du « monument » où stationnaient les hippies, il n'y avait que deux policiers débonnaires. Et pour la journée d'hommage aux morts de la guerre, les autorités de la ville, invitant courtoisement, en quatre langues, les hippiès à ne pas coucher au pied du monument à cette occasion. Il y avait cependant eu quelques incidents.

Ces jours derniers, la municipalité a décidé d'interdire de coucher au pied du « monument ». Entre autres parce que le général Suharto, en visite aux Pays-Bas, devait y déposer une gerbe (sic).

Lorsque les policiers sont venus pour déloger les hippies, ceux-ci se sont opposés à eux à coups de pierres, aidés par des jeunes venus de banlieue.

A partir de ce moment, la police néerlandaise s'est montrée l'égale de toutes les polices du monde : brutalités, sauvagerie, les défenseurs de « l'ordre » s'en sont donné à cœur joie.

Le lendemain, des fusilliers marins ont pourchassé, d'eux-mêmes, les jeunes aux cheveux longs. Comme le disait un commentateur de RTL, on ne sait pas trop si c'est pour défendre le monument national, ou les « monuments de plaisir » des rues toutes proches du « quartier rose » !

La société bourgeoise, avec son cortège d'injustices, de violences, de démissions de l'individu, engendre inévitablement un certain nombre d'inadaptés sociaux : et les brutes policières ou militaires et les clochards hippies ne sont que deux aspects complémentaires de cette société pourrie.

Michel Varnal.

LES "SOUTIENS" DE L'ORDRE

Mardi 25, aux informations du soir sur la première chaîne, un présentateur, après avoir dit que les souteneurs s'étaient battus aux côtés de la police contre les hippies, affirma sans rire que « la pègre » s'était mêlée aux hippies. Par ce terme, il voulait désigner les jeunes de banlieue, plus ou moins « blousons noirs ».

Ainsi, pour lui, des jeunes qui « roulent des mécaniques », c'est la pègre.

Quant aux souteneurs, ils n'en font bien sûr pas partie, puisque, outre « leurs femmes », ils « protègent » et « soutiennent » la police et l'ordre bourgeois.

ANGLETERRE

Vers un automne chaud

LE règlement de la grève des 3 000 travailleurs de l'usine d'accessoires automobile et de pneus G.K.N.-Sankey et des camionneurs de Dunlop, va peut-être permettre la reprise du travail des 20 à 30 000 ouvriers de l'automobile mis en chômage technique. Les compromis proposés semblent dans les deux cas avoir largement tenu compte de leurs revendications, pourtant importantes (environ 150 F par semaine pour les premiers).

Il était temps pour le patronat britannique : non seulement les voitures incomplètement montées s'accumulaient, mais les syndicats menaçaient de généraliser la grève pour obtenir la paiement des jours de chômage imposés.

Les firmes automobiles du continent profitaient évidemment de cette situation et il a finalement paru moins coûteux au patronat de reculer que de continuer à maintenir une attitude intransigeante.

Mais ce qui inquiète le plus le gouvernement conservateur et la bourgeoisie anglaise c'est que pour être moins visible ailleurs, cette effervescence est générale.

Mêmes les corporations réputées pour leur timidité, comme les travailleurs des administrations locales qui n'ont pas déclenché de grèves officielles depuis 1880 préparent un mouvement pour la fin de septembre. Des millions d'employés du secteur nationalisé réclament de leur côté des hausses de salaire de 15 à 40 %.

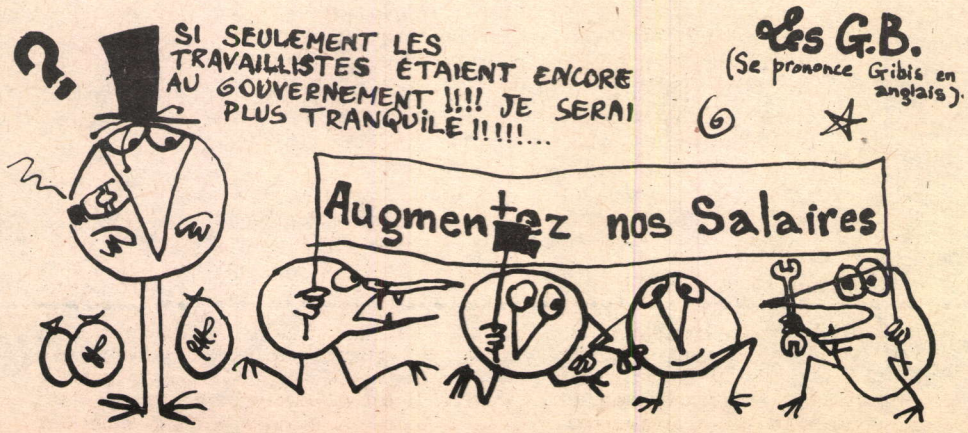
Cette vague de revendications n'est pas pour surprendre le gouvernement britannique. Les prix augmentent constamment, les transports en commun comme toute une série de tarifs publics viennent d'être récemment fortement relevés ; l'inflation, une des plus fortes des pays occidentaux ronge constamment le pouvoir d'achat. Les travailleurs montrent d'autant plus nettement qu'ils ne sont pas prêts à se laisser faire qu'il ne s'agit pas seulement des hausses de cette année, il leur faut rattraper l'arriéré qui s'est accentué sous le gouvernement Wilson, en particulier depuis la dévaluation de 1967. Le parti travailliste leur avait promis alors qu'après une ou deux années de vaches maigres, où ils étaient tenus d'accepter à la fois une dégradation de leur niveau de vie et l'existence d'un certain chômage, tout irait en s'améliorant. Mais déjà, durant ces dernières années, le gouvernement et les syndicats travaillistes eux-mêmes n'arrivaient plus qu'à grand-peine à contenir les vagues revendicatives. Avec l'élection des conservateurs, le dernier frein moral qui entravait les militants de base des syndicats britanniques, la loyauté à leur parti, a été levé. Aussi, depuis le début de l'année, 6 600 000 journées de grève ont été recensées (contre moins de 3 millions pour un an au début du gouvernement travailliste).

Le gouvernement conservateur semble hésiter sur la manière de réagir. La récente grève des dockers où il a tout fait pour éviter l'épreuve de force montre à quel point il se sent peu sûr de ses moyens. Jusqu'à présent, il se contente de menacer, demandant aux patrons de se serrer les coudes pour refuser des augmentations trop importantes à son gré, et aux syndicats de continuer de jouer le même rôle que sous Wilson. Par ailleurs, un projet de loi anti-grèves « sauvages » est en préparation.

Tout cela risque de se révéler bien insuffisant. D'autant plus que l'on parle d'une nouvelle dévaluation. Les possesseurs de capitaux y songent en tout cas sérieusement et commencent à spéculer : la livre atteint son plus bas cours depuis un an.

Reste à savoir si la classe ouvrière anglaise est prête à accepter sans réagir ces nouveaux coups que l'on prépare. A bien des égards, l'automne risque d'être chaud.

S. DENVER.



L'AVENIR QU'ON NOUS PREPARE

ON a beaucoup parlé ces temps derniers des gaz que les Américains ont jetés par 5 000 m de fond dans l'Océan Atlantique, à défaut de pouvoir s'en débarrasser d'une manière plus efficace. Ce fut même une occasion pour beaucoup de rappeler des événements semblables, et les conséquences catastophiques qui en découlent aujourd'hui, tels les nombreux cas de pêcheurs contaminés, avec leur pêche, par des gaz moutarde immergés à la fin de la guerre et qui reviennent à la surface maintenant.

Cela est assez révoltant pour que beaucoup, y compris dans la grande presse, aient protesté contre une société qui gaspille tant d'argent à construire des armes déjà inutiles et criminelles, mais dont en plus on ne sait même pas comment se débarrasser sans danger pour nous ou nos enfants. Et pourtant, si là seulement pouvait résider le danger que nous fait courir la société capitaliste, il n'y aurait guère à lui reprocher.

En réalité, les gaz que les Américains ont jetés l'ont été uniquement parce qu'ils étaient périmés. Il reste encore des stocks importants de ces mêmes gaz partout, aux USA comme ailleurs dans le monde. De plus, ces gaz ne sont pas les seuls. Il en existe d'autres sortes, certains moins dangereux, d'autres bien plus nocifs encore. Et là ne s'arrêtent pas les accumulations de ces sortes d'armes. En fait les USA, comme les autres pays capitalistes lorsqu'ils en ont les moyens financiers, préparent la prochaine guerre mondiale dès maintenant en recherchant les armes les plus destructives possibles.

Dans les laboratoires, y compris les laboratoires des grosses sociétés pharmaceutiques et chimiques, à l'heure actuelle, des milliers de chercheurs mettent au point des armes bactériologiques dont seulement quelques éléments microscopiques (virus ou autres) suffiraient pour anéantir des peuples entiers.

Toutes ces horreurs ne sont pas faites uniquement pour être englouties sous quelques milliers de mètres d'eau ou pour être expédiées dans l'espace, elles sont hélas consciencieusement et consciemment préparées pour servir un jour.

HUASIPUNGO

de J. ICAZA

XIII

Résumé :

Le récit se situe en Equateur, dans les années trente. Don Alfonso Pereira, propriétaire foncier, doit trouver les moyens de payer ses dettes, quand il rencontre Julio Pereira, son oncle et principal créancier. Celui-ci l'invite à faire un effort pour mettre en valeur le domaine de Cuchitambo que Don Alfonso a hérité de son père et qu'il a tendance à laisser à l'abandon. Il y a, lui dit Julio, de quoi faire de bons profits, en exploitant les forêts d'alentours. Il suffit de construire une route et de chasser les Indiens qui y disposent d'un lopin de terre (les Huasipungo). Convaincu par son oncle, Don Alfonso se rend à Cuchitambo. Arrivé sur place, il prend ses dispositions pour mettre ses projets à exécution.

Un comité patriotique pour les corvées de la route est organisé sur l'ordre du curé et du maître Don Alfonso par les frères Ruata.

Les Indiens sont mobilisés par des discours et partent enthousiastes. Mais après quelques jours, les difficultés s'accumulent. Le maître décide de relever le moral par la distribution d'eau-de-vie.

La route est construite dans des délais records. Don Alfonso n'hésitant pas à sacrifier la vie de dizaines d'Indiens, afin de gagner du temps, en les faisant passer à travers les marais. L'existence de la route modifie l'économie du village, les Indiens sont réduits à la misère la plus noire. Affamés, ils vont réclamer du secours à Don Alfonso comme il est de tradition chaque année. Celui-ci refuse et la famine s'installe dans les maisons.

Le chasquibay se consomma. L'odeur des sueurs humaines, celle des bouches d'ivrognes et des excréments du jeune guagua étaient venues s'ajouter à la puanteur du cadavre qui se décomposait.

— *Jachymayshay* (1).

— Jachymayshay.

— *Ari* (2).

— Ari.

— Jachymayshay, reprirent-ils à voix basse comme s'ils avaient perçu, au milieu d'eux, la présence d'un étrange visiteur. Ils se hâtèrent. Ils déposèrent le cadavre sur une sorte d'échafaud et, récitant de vieilles prières quechuas, ils le transportèrent en procession jusqu'au fleuve. Le jachymayshay, c'était le dernier bain d'eau boueuse. Quatre femmes mirent le corps à nu, le plongèrent dans l'eau et, avec des touffes d'agave, le frottèrent et le laissèrent plus propre qu'il l'eût jamais été. Le bain terminé, les assistants se disputèrent pour lui ôter les poux et les lentes de la tête.

Pendant ce temps, l'Andrès s'était rendu au presbytère.

— Je m'étonnais de ne pas encore t'avoir vu, psalmodia le ministre de Dieu.

— Fallait bien figurer, taïticu.

— Pauvre Cunshi, elle était si bonne !

— *Dius sulu pay, taïticu* (3). Je viens maintenant voir combien je dois apporter à Votre Grâce pour l'enterrement.

— Viens avec moi un moment pour que tu voies toi-même ce qui te convient, ce qui te plaît, ce que tu es prêt à payer. Tu as toute liberté pour cela, murmura jovialement le curé en le guidant entre les étais qui soutenaient les murs de la vieille église.

Autour du chevet du sanctuaire poussait une floraison de croix ; c'était là le huasipungo de M. le curé.

— Regarde ! ordonna le bon prêtre, et il promenait son regard sur le champ des croix avec la satisfaction du propriétaire qui contemple la moisson qui lève.

— Jésus !

— Voilà. Ceux qu'on enterre ici dans les premiers rangs, comme ils sont plus près du maître-autel, plus près des prières et par conséquent plus près de Notre-Seigneur — il enleva sa calotte et baissa les paupières — sont ceux qui vont le plus rapidement au ciel, ceux qui, généralement, sont sauvés. D'ici au ciel il n'y a qu'un petit pas à faire. Regarde... regarde...

Il lui montrait les croix entourées de violettes, de géraniums, d'œillets.

— Le parfum lui-même est celui du ciel, poursuivit-il, appuyé contre le tronc d'un cyprès, c'est une atmosphère de paix, de béatitude qui règne ici. Tout respire la vertu, les saintes huiles. Tu ne sens pas ? Je voudrais en ce moment avoir en face de moi un hérétique pour lui demander si de telles fleurs peuvent pousser dans un jardin humain. D'ici, il n'y a qu'un petit pas à faire pour être au ciel.

Il avança de quelques pas et reprit, devant les croix qui s'élevaient au milieu du cimetière :

— Ces croix de bois blanc sont toutes celles d'Indiens pauvres. Comme tu peux parfaitement le comprendre, elles sont un peu plus éloignées du sanctuaire, les prières y parviennent parfois, parfois pas. La miséricorde de Dieu qui est infinie — une autre révérence et un autre salut du bonnet — retient ces malheureux au Purgatoire. Tu sais ce que sont les tortures du Purgatoire, elles sont pires que celles de l'Enfer.

Voyant l'Indien baisser les yeux comme s'il avait honte que l'on traitât si mal la marchandise qu'il avait l'intention d'acheter, le ministre de Dieu s'empressa :

— Mais cela ne les empêche pas de se sauver. Ils y parviendront un jour. C'est comme les rosiers que tu vois ici : un peu négligés, entourés de mauvaises herbes, ils ont du mal à se libérer des ronces et des épines, mais ils finissent toujours par fleurir et donner leur parfum.

Il avait avancé de quelques pas encore. Devenu soudain très grave :

— Et enfin !... Ne vas pas plus loin, cria-t-il. Est-ce que tu ne perçois pas une odeur étrange ? Quelque chose de fétide... Une odeur de soufre ?

— Non, taïticu.

— Ah ! C'est que tu n'es pas dans la grâce de Dieu.

L'Indien sentit un poids venir brusquement entraver ses mouvements et, tremblant, il se mit à faire tourner son chapeau entre ses mains.

D'un geste dédaigneux, le curé montra l'extrémité du cimetière, là on ne voyait ni croix ni fleurs. Les orties, les mûres et les langues de vache croissaient en désordre, au milieu d'un essaim de frelons et de faucheux.

— Là-bas... Les lointains... Les oubliés... Les réprouvés !...

Et comme si le mot lui brûlait la bouche, comme s'il était un éclair sinistre, il le cracha vite :

— L'Enfer.

L'Indien se cacha le visage.

— Du calme, du calme, psalmodia le ministre de Dieu en recouvrant sa mansuétude d'apôtre du Christ. Cependant, c'étaient là des affirmations qu'il importait de souligner :

— Regarde cet aspect, sans cette fétidité, toutes les prières dont ceux des premiers rangs n'ont plus besoin aillent à ceux du milieu, mais aux derniers rien ne leur arrive ; jamais. Et que sont vingt-cinq sucres en comparaison de la vie éternelle ? Rien ! Que sont quinze sucres pour que les âmes aient l'espoir de se sauver ? Rien !

— C'est bon, taïticu. C'est dans les premiers rangs qu'elle doit être enterrée.

— Voilà qui me plaît. On ne pouvait pas attendre de toi d'autre réponse.

— Mais, Taïticu... Faites-moi charité.

— Que je fasse une réduction ? Alors tu n'as qu'à choisir les rangs du milieu. La pauvre Cunshi souffrira un peu plus, mais elle se sauvera, elle se sauvera.

— Non, non... pas de réduction. Vous me faire crédit, taïticu.

— Quoi ?

— Crédit, donc. Je paierai avec mon travail tous les travaux que vous voudrez, taïticu. Si vous le voulez, dès quatre heures du matin je viendrai m'acquitter en semant, en labourant...

« Entrer au ciel à crédit. Et s'il ne me paie pas, qui le fera payer ? » pensa le curé avant de se décider à formuler une réponse.

— Ce n'est pas possible. C'est une stupidité, comment peut-on mêler à une chose céleste les vulgaires calculs terrestres ? Mon Dieu, qu'est-ce que j'entends ?

Comme le curé s'apprêtait à lever les bras au ciel, l'Indien effrayé le supplia :

— Non, taïticu. Ne levez pas les bras.

— Alors que dis-tu ? Vingt-cinq, quinze, ou...

écoute cette clameur. Ce sont les plaintes, la pourriture, l'image des âmes condamnées.

— Ari, taïticu.

L'homme à la soutane se frotta les mains.

— Comme tu t'es toujours montré prêt à me rendre service, je te prendrai très bon marché, ce que je ne fais avec personne. Pour la messe et l'enterrement dans les premiers rangs cela ne te coûtera que vingt-cinq sucres, dans ceux du milieu qui, je crois, seront ceux qui te conviendront cela te coûtera quinze sucres. Et... dans les derniers, où n'habitent que les démons, cinq sucres. Mais cela, même fou, je ne te le conseillerais pas ; mieux vaudrait la laisser sans sépulture ! Alors, tu te rappelles bien : vingt-cinq sucres dans les premiers rangs, quinze dans les suivants et dans les derniers... Non... Je ne veux même pas en parler.

— Taïticu... voulut objecter l'Indien.

— Réfléchis avant de parler. Il est naturel que

L'Indien, muet, s'efforçait en vain de comprendre la comptabilité céleste. Le curé affirma :

— Là-haut, tout est au comptant.

— C'est bon, taïticu. Je vais chercher l'argent, pourvu que je le trouve !

— Il faut que tu le trouves d'une façon ou de l'autre. Le salut des âmes d'abord et, surtout, le salut de l'âme d'un être cher... De la Cunshi... De la pauvre Cunshi... Elle était si bonne, si gentille, si sympathique.

Il poussa un soupir et montra un visage si désolé que l'Indien éclata en sanglots.

(*A suivre.*)

(1) Coutume qui veut que l'on baigne les morts afin qu'ils soi ent en règle pour accomplir le voyage éternel.

(2) Oui.

(3) Dieu vous le paie, monsieur le curé.

ISABEL ALVAREZ DE TOLEDO

" La grève "

Édition GRASSET

CETTE grève, c'est celle d'ouvriers agricoles, dans une des régions les plus déshéritées et retardataires de l'Espagne d'aujourd'hui. Las de la misère, du chômage, de la hausse continuelle des prix, sous la conduite d'un vieux militant, ils organisent, pour la première fois depuis la guerre civile, une grève, pour obtenir une augmentation de salaires. Les gros propriétaires, avec l'aide de la police, du juge, du maire, des médecins, etc., essaient, par l'intimidation, l'emploi de jaunes, la prison, la torture à mort, de briser la grève, jusqu'au moment où leur parvient « d'en haut » l'ordre de ne pas employer trop ouvertement de méthodes brutales qui prouveraient à la face du monde que les méthodes fascistes ont toujours cours et que l'Espagne ne s'achemine pas vers la démocratie... Quitte pour cela à satisfaire les grévistes.

La grève est donc victorieuse, mais, aussitôt après les hausses de salaires, suivent les augmentations de prix. Les propriétaires reprennent d'une main ce qu'ils ont donné de l'autre. La fin de ce roman est assez pessimiste, parce que l'auteur montre plus l'inutilité immédiate de la grève, que ce qu'elle a pu apporter pour l'avenir, en confiance, en espoir, à ceux qui, pour la première fois depuis longtemps, ont fait reculer les propriétaires.

Ce roman, qui a beaucoup fait parler de lui à cause de la personnalité de son auteur, la « duchesse rouge », déjà emprisonnée par la justice franquiste pour ses écrits et ses actes de soutien aux opprimés, apporte un témoignage sur l'Espagne franquiste d'aujourd'hui.

C'est l'un des rares romans espagnols sinon le seul, à nous rappeler qu'en Espagne, actuellement, les opprimés n'ont, en fait sinon en droit, aucune garantie, et que les gros propriétaires entendent bien continuer à en user comme de serfs.

L'auteur est à vrai dire moins à l'aise pour décrire le caractère et les motivations des pauvres, à qui elle prête souvent une mentalité un peu sommaire, que ceux des riches. Là, d'une plume féroce, elle nous trace le portrait de propriétaires et de notables à la limite de la caricature — mais cependant tout à fait crédibles : le chirurgien soumis au chantage parce qu'il a refusé d'opérer un malade impécunieux, le propriétaire qui n'hésite pas à faire assassiner un de ses ouvriers rebelles, le policier sadique, et bien d'autres.

L'un des côtés sans doute les plus intéressants de ce livre est l'analyse politique, à travers cette grève, du comportement du gouvernement franquiste et de ses fonctionnaires absolument opposé aux revendications ouvrières, mais tout autant décidé à offrir, en apparence, un visage qui ne choque pas les Etats démocratiques dont il entend se rapprocher.

« La Grève », de Isabel Alvarez de Toledo, duchesse de Medina Sidona, est parue aux Editions Grasset.

S.F.

Cinéma

" BARQUERO "

de Gordon DOUGLAS

Une bande de « desperados » descend vers le Sud. Après avoir dévalisé une banque et pour ce faire, avoir exterminé la population d'un village tout entier, ils espèrent rejoindre le Mexique, enfin riches et rassasiés de violence.

Leur chef Remy, est le personnage classique du western américain. Dépravé, barbare, grand buveur et tireur d'élite ; il ne néglige pas de se droguer dans ses moments de détresse. C'est la tête brûlée au passé de « révolutionnaire » (?) qui ne pense qu'à tuer et à piller pour se venger d'un monde qu'il rejette.

Mais pour atteindre le Mexique, il faut traverser la rivière Paria dont le passage est gardé par un « barquero » (passeur). Fruste, homme de la nature plein de bon sens, Travis est installé dans le pays depuis longtemps. Il a construit SON bac, il en vit et n'entend pas laisser détruire son travail et son gagne-pain par les brigands.

Dès lors, le duel entre le barquero et Remy est inévitable. Le film se rétrécit brutalement. Les deux hommes se livrent à une véritable partie de pocker de part et d'autre de la rivière. Chaque partie décidée à sauver sa peau coûte que coûte, la violence, la ruse et l'acharnement deviennent maîtres.

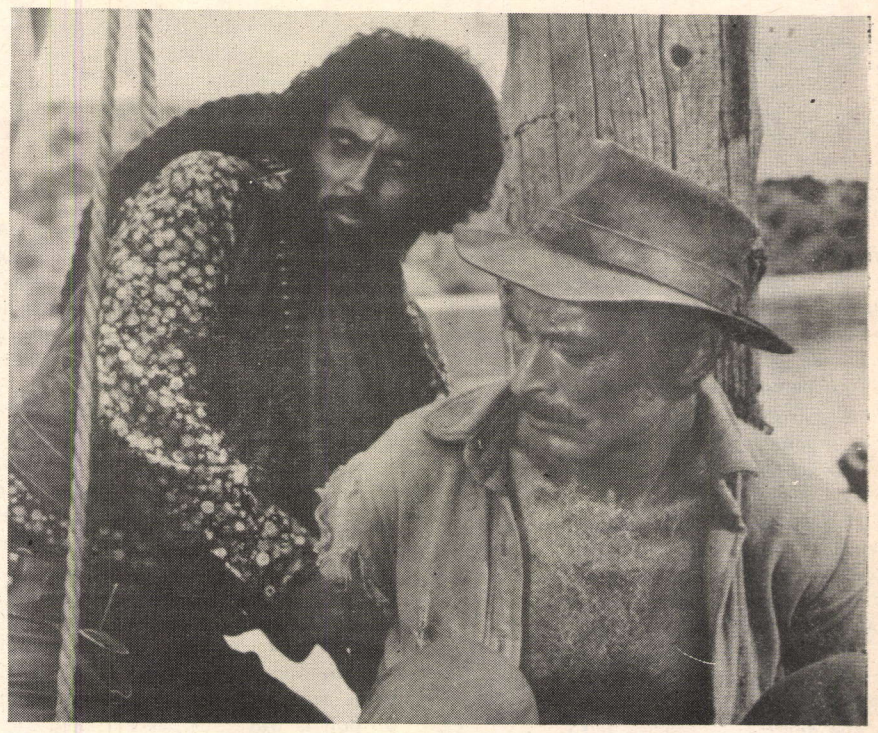
La rivière sépare désormais deux mondes : l'Ouest sans foi ni loi et le nouveau monde américain constructif et tourné vers l'avenir qui finira par triompher.

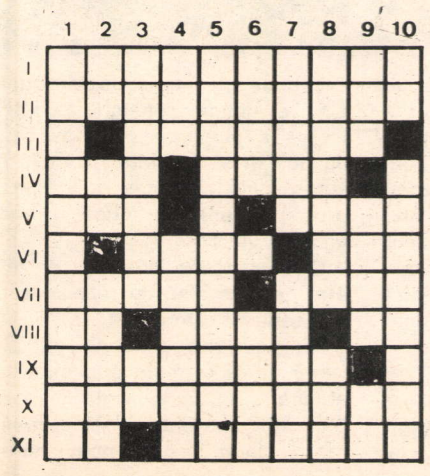
Mais ce monde est-il bien meilleur que celui des « desperados » ?

Si la caméra du metteur en scène n'a pas été tendre avec les brigands, montrant à nu leur volonté de détruire pour détruire, elle ne le sera pas plus avec la société « civilisée » des squatters. Ne s'est-elle pas regroupée autour d'un ecclésiastique jeune-beau, avide d'argent qui passe son temps à distribuer hypocritement les bonnes grâces de son dieu moyennant monnaie... avec quoi il fait fructifier son commerce !

Enfin, toute la première partie du film tournée dans le Colorado offre des paysages d'une rare beauté, ce qui ne fait que rendre plus agréable encore le moment passé avec Travis, Remy et leurs accolytes.

Nicole Clancier.





HORIZONTALEMENT. — I. Le but des révolutionnaires. — II. Tendirent l'oreille. — III. Bossera. — IV. Préfixe, sauf s'il est postal. Comme un jour sans pain. — V. Rivière étrangère. Quatre fois muette. — VI. Propres. Dépouillés. — VII. Supprima toute rugosité. Le contraire du néant. — VIII. Au commencement de toute idée. Sur l'échiquier. Fin d'infinitif. — IX. Avec soi-même, elle est souhaitable. — X. Défend n'importe quelle cause, mais pas à n'importe quel prix. — XI. Pour un docteur. Appréciée.

VERTICALEMENT. — 1. Au P.C.F., est tout, sauf démocratique. — 2. Langue du Sud. A montré ses dents. Il vaut mieux les avoir claires. — 3. Ont souvent du mal à se faire adopter. Bouts de ver. — 4. Trop, c'est blet. Sorte. — 5. Des préoccupations qui ne sont pas désintéressées. — 6. Le capitaine du « Nautilus ». Huile sacrée. — 7. Prénom féminin. Greffai. — 8. Porte trois galons quand il est chef. Sous la croûte (inversé). — 9. S'opposa au F.L.N. Département. Ile à pénitencier. — 10. Lie. Méfiante.

SOLUTIONS DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	O	M	M	U	N	E	■	I	N
II	L	U	I	■	L	E	N	I	N	E
III	A	V	A	N	T	G	A	R	D	E
IV	S	E	S	■	E	R	N	E	E	■
V	S	A	M	■	R	E	T	■	S	S
VI	E	■	E	P	I	■	H	U	■	A
VII	S	A	S	S	E	M	E	N	T	S
VIII	■	M	■	O	U	R	M	I	A	■
IX	N	E	■	A	R	P	E	T	E	S
X	P	R	I	S	E	■	S	E	L	F

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE :

Un travailleur meurt d'épuisement

ON pourrait croire que dans les hôpitaux, un certain respect anime les spécialistes de la Santé Publique envers la santé de leur personnel. Détrompez-vous, car, pour eux, le « marche ou crève » est tout simplement la règle générale.

C'est ainsi que la semaine dernière à l'hôpital SaintAntoine, un de nos camarades garçon de salle s'est effondré de fatigue. En effet, durant ses derniers 15 jours de travail au service Debray, les nerfs de notre camarade avaient été mis à rude épreuve ! L'Administration, pour résoudre ses problèmes de budget, lui faisait tout simplement occuper trois postes à la fois... et durant deux semaines notre camarade a dû se démener dans une pagaïe inouïe pour effectuer les tâches les plus urgentes.

Hospitalisé d'urgence, ce travailleur succombait une semaine après, victime de son épuisement et des barbituriques qu'il était forcé de prendre pour arriver à trouver un peu de sommeil.

Ajoutons à cela que ce travailleur était logé par l'Assistance Publique et partageait avec un camarade une minuscule petite chambre avec vue directe sur le chantier, ses grues et ses marteaux-piqueurs qui rythment la vie de l'hôpital depuis plusieurs années déjà !

Notre camarade est mort d'épuisement, assassiné par ceux-là mêmes qui prétendent, dans les hôpitaux, donner à leur personnel des leçons de dévouement et de respect aux malades !

(Correspondant L.O.)

UNE PRIME POUR SOIGNER LE PLUS MAL POSSIBLE

A propos de matériel jetable, on a remarqué que son utilisation est de plus en plus contrôlée. L'économie s'applique même à du matériel si peu onéreux que c'est aberrant : par exemple les bâtonnets à soin de bouche devront être réutilisés plusieurs fois, c'est ce qu'a déclaré la surveillante générale de Castaigne à Tenon.

L'administration exerce le maximum de pression en ce sens, comme par exemple, le fait d'attribuer une prime aux surveillants en fonction des économies réalisées sur l'utilisation du matériel, ce qui revient à attribuer tout simplement une prime pour que les malades soient le plus mal soignés possible.

Mais naturellement lorsqu'un accident arrive, c'est alors le personnel soignant qui est déclaré responsable.

A LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DE PARIS

Racisme à la CGT

RECEMMENT, un employé algérien du self-service de la CRAMP passait devant le conseil de discipline où siégeaient ses patrons, les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., gérants du self.

Il avait, quelques jours auparavant, utilisé une camionnette de service pour sortir les ordures hors de l'entreprise. Ce n'était pas là sa tâche et s'il le fit, ce fut pour rendre service à ses collègues. Malheureusement, bien que capable de conduire (mais étant étranger et ne sachant pas lire, il ne possédait pas de permis de conduire), le hasard voulu que, ce jour-là, à la suite d'une fausse manœuvre, il heurte le mur d'enceinte de l'entreprise faisant, aux dires de la direction, quelques 500 AF de dégâts.

Que le Comité d'entreprise (dirigé par la C.G.T.) institue des conseils de discipline, peut déjà paraître curieux de la parts de syndicats qui se disent ouvriers.

Mais le plus scandaleux dans l'affaire, c'est que la déléquée C.G.T. du personnel du self (il ne s'agit pas du même syndicat C.G.T. que celui de la CRAMP) qui était chargée de défendre l'employé a tout simplement réclamé son licenciement ! Soutenant des propos racistes, elle fit remarquer aux représentants des syndicats qui siégeaient en tant que patrons, que l'employé n'en était pas à sa première faute, qu'il avait déjà eu un avertissement et que son dossier, déjà bien chargé, ne disait pas tout !...

Ce furent les « patrons » qui durent tant bien que mal, assurer la défense de l'employé et qui évitèrent le licenciement, pour le remplacer par plusieurs jours de mise à pied.

Il n'est peut-être pas possible d'accuser la C.G.T. d'être entièrement responsable de l'attitude de cette déléguée. Mais comment se fait-il qu'une telle personne raciste puisse figurer sur les listes de délégués du self ? Comment se fait-il que cette déléguée ait été chargée de la défense de l'employé alors que quelques temps auparavant, lors d'un autre conseil de discipline elle avait tenu des propos semblables.

(Correspondant L.O.)

Un service social où les syndicats « ouvriers » ont instauré ces conseils de discipline de type patronal.

BORDEAUX :

L'exploitation dans une petite usine de la chaussure

L'entreprise de chaussures Dansay, qui emploie une centaine de personnes (des femmes pour 80 %), réserve à ses employés des conditions de travail qu'on aurait pu croire depuis longtemps révolues.

Tout commence à l'embauche.

Le patron cherche à utiliser du personnel jeune, sans qualification. Dans ce but, il passe des annonces dans les journaux locaux, annonces laissant entendre qu'une formation est assurée dans son usine. Il va sans dire qu'en guise de formation, on se retrouve sitôt embauché, à la production. Les jeunes filles ainsi embauchées, touchent un salaire de 3 F de l'heure (!), pour un horaire hebdomadaire de 42 heures et demi. Les salaires vont ainsi de 3 F à 4,50 F de l'heure, ce qui donne des mois de 550 à 700 F !

Mais les bas salaires ne sont qu'un des aspects de l'exploitation chez Dansay. En ce qui concerne l'hygiène, il est difficile de faire pire. Dans toute l'usine, il y a en tout et pour tout deux WC : un pour les hommes et un pour 80 femmes..

Après le travail, il faut faire la queue devant les rares robinets des lavabos et essuyer ses mains sur des torchons qui sont au nombre de deux (!) et qui sont remplacés une fois par semaine (!)

Quant aux vestiaires, ils sont tellement exigus qu'il faut que les dernières arrivées attendent que les premières soient sorties pour pouvoir entrer à leur tour.

Pour ce qui est des conditions de travail nous devons supporter derrière notre dos à longueur de journées des contremaîtres (hommes pour la plupart) qui ont pour tâche de nous faire marcher à la baguettes.

Hurlements, mises à pied pour un oui et pour un non, pour un retard ou pour un refus d'obéissance, voilà quelle est leur principale activité.

Et, vu la vétusté des machines, les cadences imposées de la sorte ne peuvent qu'occasionner des accidents. Ainsi, il n'y a pas très longtemps, la camarade qui pose les gutas (partie qui renforce la pointe de la chaussure), s'est coincé les doigts ; le dispositif de sécurité de la machine gênait pour le rendement et avait été enlevé.

Le patron a fait construire dernièrement une nouvelle usine, dans laquelle on a oublié de prévoir fenêtres, aération et issue de secours, et qui est pleine de poussière... Mais lorsqu'on a travaillé dans l'ancienne et que l'on a vu une fois s'effondrer tout un pan du faux-plafond, blessant une ouvrière, on est sensible à l'amélioration. Néanmoins, l'ancienne usine sert toujours d'atelier de coupe, et on doit la traverser par un couloir jonché d'outillage et de matériaux divers pour accéder à la nouvelle.

A part tout cela, le patron prend soin de ses travailleurs : à l' « apéritif » de Noël, il avait été jusqu'à nous promettre des WC, des vestiaires et même un réfectoire. Il va sans dire que nous attendons toujours. Tous les ans, à Noël, des jouets sont distribués aux enfants des ouvrières de moins de dix ans. Si l'aspect paternaliste du patron s'en trouve ainsi raffermi, il faut dire que ce «geste» ne lui coûte pas cher. En effet, ces jouets sont payés par la caisse d'entraide de l'entreprise à laquelle les travailleurs cotisent par le biais d'un distributeur de boissons...

La vie syndicale est très maigre chez Dansay. Le patron fait tout ce qui est en son pouvoir pour éliminer l'unique syndicat (CGT) de l'usine, achetant les uns, exilant les autres dans les coins isolés de l'usine, à l'affût de la moindre occasion de se débarrasser des gêneurs. Ainsi, en décembre 1968, à la suite d'une grève de deux heures, il essaya de licencier les sept grévistes syndiqués pour... **fait de grève !** Et s'il échoua dans sa tâche, ce n'est pas faute d'avoir fait preuve d'initiative : il a été jusqu'à faire témoigner des ouvrières contre les grévistes devant l'inspection du travail !

Si l'on ajoute qu'il est interdit de fumer, on aura un tableau à peu près fidèle des conditions de travail dans une usine, à Bordeaux, en 1970...

(Correspondant L.O.)

S.N.C.F. :

" Service clients... "

LES voyageurs des grandes lignes en provenance d'autres régions et qui espèrent trouver en gare du Nord une correspondance pour poursuivre leur voyage en sont pour leurs frais à partir d'une heure avancée de la nuit. Il leur faut attendre un train qui ne partira que le matin. Ils pourraient alors légitimement penser qu'une salle d'attente est mise à leur disposition.

Erreur grossière de leur part. Si cela existait dans le temps il n'en est plus de même aujourd'hui. En effet, sous prétexte de faire la chasse aux éventuels clochards, la direction S.N.C.F. a donné consigne aux contrôleurs, la plupart du temps secondés par les flics, de mettre tout le monde sur le pavé, femmes et enfants compris, porteurs de billets grandes lignes ou pas.

Ce genre de procédé entre peut-être dans le plan de réorganisation et de rentabilisation de la S.N.C.F. ? C'est peut-être aussi l'application vivante de la formule publicitaire d'une affiche S.N.C.F. apposée un peu partout et qui stipule : « Si vous ignorez le client, celui-ci nous ignorera ».